

Rapport conjoint de la Trentième Conférence du PROE

7 – 9 septembre 2021

et

Conférence extraordinaire du PROE

15 octobre 2021

Réunions Virtuelles

SPREP Library Cataloguing-in-Publication Data

SPREP Meeting of Officials (30th : 2021 : Apia, Samoa)

Report of the Thirty SPREP Meeting of Officials and Environment Ministers' High-Level Talanoa, Apia, Samoa, 2 – 10 September 2021. – Apia, Samoa : SPREP, 2021

39 p. + annexes ; 29 cm.

ISBN: 978-982-04-1011-4 (print)
978-982-04-1010-7 (ecopy)

1. Environmental policy – Oceania – Congresses.
2. Conservation of natural resources – Oceania – Congresses. 3. Environmental protection – Oceania - Congresses. I. Pacific Regional Environment Programme (SPREP). II. Title.

363.7099

Table des matières

Point 1 de l'ordre du jour : Prière d'ouverture	1
Point 2 de l'ordre du jour : Nomination du Président et du Vice-président	1
Point 3 de l'ordre du jour : Adoption de l'ordre du jour et des procédures de travail	1
Point 4 de l'ordre du jour : Mesures prises concernant les questions issues de la deuxième réunion du Conseil exécutif	2
Point 5 de l'ordre du jour : Vue d'ensemble et de la mise en œuvre du Plan stratégique 2017-2026 du PROE en 2020	2
5.1: Présentation du rapport annuel de 2020 et de la vue d'ensemble du directeur général des avancées obtenues depuis la deuxième réunion du Conseil exécutif	2
5.2: Incidences de la COVID-19 sur le PROE	2
5.3: Résultats stratégiques du Plan de mise en œuvre de la performance (PIP) 2020/2021	4
5.4: Comptes vérifiés pour 2020	4
Point 6 de l'ordre du jour : Gouvernance, mécanismes et modalités institutionnelles	4
6.1: Troisième évaluation indépendante du PROE et évaluation à mi-parcours du Plan stratégique 2017-2026 du PROE : Premiers résultats	4
6.2: Rapport du comité d'audit pour 2020	5
6.3: Rapport sur les contributions des Membres	6
6.4: Évaluation de la rémunération du personnel : conditions générales	6
6.5: Financement durable	7
6.6: Nomination des commissaires aux comptes externes	8
6.7: Évaluation des résultats du Directeur général sortant du PROE (huis clos)	9
6.8: Nomination du nouveau Directeur général (huis clos)	9
Point 7 de l'ordre du jour : Coopération régionale et partenariats régionaux	9
7.1: Mise en place du programme des dirigeants océaniques	9
7.2: Assurer le financement de l'action climatique pour renforcer la résilience face aux changements climatiques dans la région du Pacifique	10
7.3: Nouveau cadre d'appui financier de l'UE pour la Pacifique 2021-2027	11
7.4: Partenariat stratégique entre le PROE et la JICA : perspectives de collaboration	12
Point 8 de l'ordre du jour : Questions de fond et de stratégies relatives aux programmes	13
8.1: Aperçu de l'Objectif régional 1 : Les communautés océaniques bénéficient d'une meilleure résilience face aux changements climatiques	13
8.1.1: CdP6 à la CCNUCC	14
8.1.2: Programme décennal d'investissement pour la préparation climatique du Pacifique	14
8.1.3: Partenariats stratégiques du Centre océanique sur les changements climatiques et coopération via la plateforme novatrice d'apprentissage en ligne	15
8.2: Aperçu de l'Objectif régional 2 : Les peuples océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résilients	16
8.2.1: Point de l'actualité relative à la CdP15 de la CDB et au Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020	16
8.2.2: Cadre du Pacifique insulaire 2021-2025 pour la conservation de la nature et les aires protégées et 10 ^e Conférence du Pacifique insulaire sur conservation de la nature et les aires protégées	17
8.2.3: Plan d'action pour les récifs coralliens	17
8.3: Aperçu de l'Objectif régional 3 : Les communautés océaniques bénéficient d'une gestion améliorée des déchets et de la lutte contre la pollution	18
8.3.1: Planification stratégique et gestion des déchets générés par les catastrophes	18
8.3.2: Planification stratégique et gestion des déchets dangereux	19
8.3.3: Itinéraire pour établir un mécanisme de financement durable	19
8.4: Aperçu de l'Objectif régional 4 : Les populations océaniques et leur environnement bénéficient des engagements pris en faveur des bonnes pratiques de gouvernance environnementale	20
8.4.1: Faire passer au niveau supérieur la gestion des données environnementales dans le Pacifique insulaire	20
8.4.2: Rapport régional 2020 sur l'état de l'environnement et de la conservation et procédure d'élaboration des futurs rapports régionaux	20
8.4.3: Exploitation minière des fonds marins : une épreuve pour la gouvernance et l'environnement du Pacifique	20

Point 9 de l'ordre du jour : Examen et approbation du troisième PIP 2022-2023 et du programme de travail et budget bisannuels 2022-2023	21
9.1: Projet du PIP 2022-2023 et Cadre de résultats 2017-2026 actualisé	21
9.2: Programme de travail et budget bisannuels 2022-2023	21
Point 10 de l'ordre du jour : Rapport sur les conventions du PROE	22
10.1: Convention de Nouméa	22
10.2: Convention de Waigani	22
Point 11 de l'ordre du jour : Divers	22
Point 12 de l'ordre du jour : Déclarations des observateurs	22
Point 13 de l'ordre du jour : Dates pour la troisième réunion du Conseil exécutif	23
Point 14 de l'ordre du jour : Adoption des résultats de la 30^e Conférence du PROE	25
Point 15 de l'ordre du jour : Clôture	
ANNEXE 1(a): Liste des participants	24
ANNEXE 2: Discours principal de Peseta Noumea Simi, directrice du ministère des Affaires étrangères et du Commerce du Samoa	34

Conférence extraordinaire du PROE

Point 1 de l'ordre du jour : Formalités Prière d'ouverture et mot de bienvenue	37
Point 2 de l'ordre du jour : Adoption de l'ordre du jour et des modalités de travail	37
Point 3.1 de l'ordre du jour : Troisième évaluation indépendante du PROE et évaluation à mi-parcours du Plan stratégique 2017-2026 du PROE et clôture de la conférence	37
Point 3.2 de l'ordre du jour : Évaluation de la rémunération du personnel : Conditions générales	40
Point 4 de l'ordre du jour : Clôture de la conférence du PROE	40
ANNEXE I(b): Liste des participants	42

Rapport de la Trentième Conférence du PROE

7 – 9 septembre 2021
Réunions Virtuelles

Point 1 de l'ordre du jour : Ouverture de la Conférence

1. La Trentième Conférence des représentants et représentantes du PROE s'est tenue virtuellement du 7 au 9 septembre 2021. Elle a été suivie par le dialogue ministériel de haut niveau de Talanoa, le 10 septembre 2021.
2. La Conférence a pu compter sur la participation de représentants et représentantes des pays et territoires suivants : Australie, États fédérés de Micronésie, États-Unis d'Amérique, Fidji, France, Îles Cook, Îles Salomon, Kiribati, Nioué, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Palaos, Polynésie française, République des Îles Marshall, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Samoa, Samoa américaines, Tokélaou, Tonga, Vanuatu, Wallis-et-Futuna. Une liste exhaustive des participants et des observateurs figure dans l'Annexe 1.
3. La prière d'ouverture de la Conférence est prononcée par M^{me} Ake Puka-Mauga, des Tokélaou.
4. Le discours d'ouverture de la Trentième Conférence du PROE est donné par Peseta Noumea Simi, directrice du ministère des Affaires étrangères et du Commerce du Samoa. Le discours d'ouverture de la directrice figure à l'Annexe 2.
5. M. Kosi Latu, Directeur général du Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE), accueille à son tour les délégués et déléguées à la Conférence.

Point 2 de l'ordre du jour : Nomination de la présidence et de la vice-présidence

6. Les articles 8.1 et 8.2 du « règlement intérieur de la Conférence du PROE » prévoient que lorsque la réunion est accueillie par le Secrétariat, la présidence est assurée par roulement alphabétique et que, lorsque la réunion n'est pas accueillie par le Secrétariat, la présidence est assurée par le pays hôte. Pour la Trentième Conférence du PROE, les Tokélaou sont désignées à la présidence et les Kiribati à la vice-présidence.
 7. Les Îles Salomon, à la présidence sortante de la Vingt-neuvième Conférence du PROE, remercient le Directeur général sortant, M. Kosi Latu, ainsi que le Secrétariat pour leur soutien lors du mandat des Îles Salomon à la présidence. En outre, les Îles Salomon prennent acte des efforts du Directeur général et du Secrétariat, ainsi que des progrès en matière d'environnement durant l'année écoulée.
 8. M. Mika Perez, représentant les Tokélaou à la présidence de la Trentième Conférence du PROE, remercie la présidence de la Vingt-neuvième réunion du PROE pour ses efforts.
- La Conférence :**
- 1) **confirme** la délégation des Tokélaou à la présidence ;
 - 2) **confirme** la délégation de Kiribati à la vice-présidence.

Point 3 de l'ordre du jour : Adoption de l'ordre du jour et des procédures de travail

9. L'ordre du jour et les modalités de travail ont été présentés en vue de leur adoption.
10. Le Secrétariat propose aux Amis de la Présidence d'examiner les opinions divergentes exprimées par certains Membres concernant le point de l'ordre du jour 8.4.3.
11. Les Îles Cook, la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et le Samoa félicitent respectivement les Tokélaou pour leur présidence et les Kiribati pour leur vice-présidence et s'associent aux Amis de la Présidence pour soutenir l'ordre du jour et les procédures de travail proposés par le Secrétariat.

12. L'Australie, les États-Unis d'Amérique, les Fidji, les Îles Cook, les Îles Salomon, la Nouvelle-Calédonie, la Nouvelle-Zélande, la Polynésie française, le Royaume-Uni, le Samoa, les Tonga et Vanuatu souhaitent devenir membres des Amis de la Présidence lors du point de l'ordre du jour 8.4.3.

13. La Présidence demande en outre aux Amis de la Présidence de se pencher sur le Communiqué du dialogue de Talanoa de haut niveau des ministres de l'Environnement, soutenu par les Îles Cook et la Nouvelle-Zélande.

14. La Conférence convient de discuter ensemble des points de l'ordre du jour 6.4, 6.5 et 9.2 tel que proposé par les Îles Cook et soutenu par le Samoa.

15. La Polynésie française remercie en outre les Îles Salomon pour leur orientation lors de leur présidence à la deuxième réunion du Conseil exécutif, comprenant des groupes de travail plus petits.

La Conférence :

- 1) **examine** et **approuve** l'ordre du jour provisoire ;
- 2) **approuve** l'horaire de travail

Point 4 de l'ordre du jour : Mesures prises concernant les questions issues de la deuxième réunion du Conseil exécutif du PROE

16. Le Secrétariat a présenté un compte rendu des mesures prises eu égard aux décisions et directives issues de la 2^e réunion du Conseil exécutif (2-4 septembre 2020).

La Conférence :

- 1) **prend acte** des mesures prises eu égard aux décisions et directives issues de la deuxième réunion du Conseil exécutif du PROE.

Point 5 de l'ordre du jour : Vue d'ensemble et mise en œuvre du Plan stratégique 2017- 2026 du PROE en 2020

Point 5.1 de l'ordre du jour : Présentation du Rapport annuel 2020 et du compte rendu du Directeur général sur les réalisations depuis la deuxième réunion du Conseil exécutif

17. M. le Directeur général présente le Rapport annuel 2020 du PROE et fournit un compte rendu des réalisations depuis la deuxième réunion du Conseil exécutif.

Secrétariat et ses Membres sur la réalisation de projets, notamment le Projet de gestion des déchets pour l'océan Pacifique.

18. L'Australie et la Nouvelle-Zélande félicitent les progrès du PROE au cours de l'année dernière et remercient le Secrétariat pour son travail. L'Australie se réjouit de travailler avec le

19. Le Vanuatu indique qu'il se réjouit de poursuivre son travail avec le PROE.

La Conférence :

- 1) **prend acte** du rapport du Directeur général.

Point 5.2 de l'ordre du jour : Incidences de la COVID-19 sur le programme de travail du PROE et réponse du Secrétariat

20. Le Secrétariat présente un aperçu de l'impact de la pandémie de COVID-19 sur la mise en œuvre des programmes et projets du PROE en 2020. L'aperçu

souligne la réponse du Secrétariat pour le maintien du programme de travail et l'exécution du budget aux plus hauts niveaux possibles.

-
21. Les États-Unis d'Amérique et le Samoa félicitent le Secrétariat pour les progrès réalisés lors de l'année écoulée étant donné la pandémie et ses impacts. Les États-Unis d'Amérique saluent également les progrès réalisés par le Secrétariat pour tirer parti de technologies novatrices pour faire progresser son travail compte tenu des difficultés actuelles de la COVID-19.
22. Le Samoa prend acte que les impacts de la pandémie ont été considérables, particulièrement pour ses secteurs essentiels du tourisme, de la pêche et de l'agriculture. Une réalité supplémentaire pour le Samoa est que ces effets seront exacerbés par les impacts des catastrophes naturelles et des changements climatiques, soulignant la vulnérabilité des pays concernés.
23. Le Samoa note également qu'il a continué à soutenir le travail du Secrétariat en s'efforçant de faire revenir son personnel au siège. Ces efforts se font en marge des efforts du Samoa pour ses propres citoyens et ressortissants bloqués à l'étranger et pour garantir l'accès à des vaccins sûrs et efficaces aussi rapidement que possible pour le Secrétariat.
24. Le Samoa apprécie les efforts en cours du Secrétariat et de ses partenaires de développement en matière de renforcement et de préparation de mesures en réponse à la pandémie et se réjouit du soutien du Secrétariat aux Membres à travers la mobilisation de personnel technique et de gestion de projet sur le terrain, notamment de consultants locaux pour continuer la mise en œuvre d'activités au niveau national. Il note en outre que, même s'il n'est pas toujours disponible, le soutien national est essentiel. Si ce soutien est reproduit par la plupart de ses Membres, il serait utile d'envisager les implications possibles en matière de ressources sur les cycles budgétaires actuels et futurs.
25. Le Samoa ajoute en outre que ces deux ou trois derniers mois, plusieurs réunions régionales réunissant des secteurs clés ont eu lieu, notamment avec des partenaires de développement, en vue d'examiner les difficultés et les impacts socioéconomiques extraordinaires de la pandémie sur les plans de développement du Samoa.
26. Le Samoa a aussi demandé au Secrétariat et aux agences du Conseil des organisations régionales du Pacifique (CORP) d'intensifier et de renforcer des efforts de collaboration et de coordination plus rapprochés dans les programmes de travail pertinents lors de sa planification des 6 à 12 mois à venir.
27. Les Tonga soutiennent les recommandations et remarquent que la troisième recommandation donne l'occasion de renforcer les capacités locales afin d'aider les Membres à gérer les nouveaux problèmes et défis environnementaux de façon plus efficace.
- La Conférence :**
- 1) **prend acte** des incidences qu'a eu la pandémie de COVID-19 sur le programme de travail du PROE en 2020, et de leurs répercussions sur l'exécution des programmes, qui perdureront sans doute pendant un moment ;
 - 2) **prend acte** des mesures prises par le Secrétariat pour atténuer les incidences de la pandémie sur l'organisation ; et
 - 3) **prend acte** des potentialités offertes par ces mesures pour renforcer les interactions entre le PROE et les Membres.



Point 5.3 de l'ordre du jour : Compte rendu de la progression en vue de l'atteinte des objectifs stratégiques du PIP 2020-2021

28. Le Secrétariat présente un rapport de progression concernant l'atteinte des résultats stratégiques du PIP2 (2020-2021) et l'exécution de son budget-plan 2020-2021.
29. Les États-Unis d'Amérique, les Fidji et la France saluent le travail du PROE au cours de cette période. Les États-Unis d'Amérique se félicitent du rapport, notant qu'ils sont efficaces, transparents, et doivent rendre des comptes au regard de normes d'organisations internationales.
30. L'Australie, les États-Unis et le Royaume-Uni se félicitent des progrès concernant la sensibilisation par rapport à l'égalité des sexes.
31. La France remarque que les actions du rapport proposent des alternatives de partenariats



soutenus et renforcés entre le Secrétariat et ses Membres.

32. L'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Polynésie française, le Royaume-Uni et le Samoa soutiennent les recommandations.

La Conférence :

- 1) **approuve** les avancées obtenues en 2020 vis-à-vis des objectifs stratégiques du PIP2 (2020-2021) et du budget-plan 2020-2021;
- 2) **prend acte** des avancées obtenues en 2020 pour chacun des objectifs stratégiques du PIP2 ; et
- 3) **prend acte** des réponses et des mesures prises par le Secrétariat en vue de résoudre les questions transversales lors de la mise en œuvre du deuxième PIP (2020-2021).

Point 5.4 de l'ordre du jour : Comptes annuels vérifiés pour 2020

33. Conformément au Règlement financier 27 (e), le Secrétariat présente les comptes annuels vérifiés pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 et note que les auditeurs ont exprimé une opinion sans réserve quant aux opérations financières du Secrétariat pour cette même année.

34. Le Samoa remercie le Secrétariat et prend acte du rapport détaillé et exhaustif.

35. La Nouvelle-Zélande, la Polynésie française et le Samoa soutiennent la recommandation.

La Conférence :

- 1) **examine et approuve** les états financiers vérifiés et le rapport des commissaires aux comptes pour 2020.

Point 6 de l'ordre du jour : Gouvernance, accords institutionnels et mécanismes

Point 6.1 de l'ordre du jour : Troisième évaluation indépendante du PROE et évaluation à mi-parcours du Plan stratégique 2017-2026 du PROE Premières conclusions

36. Le Secrétariat informe les Membres de la 3e évaluation externe indépendante (ICR) et de l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique 2017-2026 du PROE et propose de réunir une Conférence

extraordinaire des Membres le 8 octobre 2021 en vue d'examiner de façon exhaustive leurs rapports et leurs recommandations.

37. Les consultants de Natural Solutions Pacific consultants chargés de la 3e ICR et de l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique 2017-2026 du PROE donnent un aperçu de la méthodologie et de l'approche employée.
38. La Nouvelle-Zélande félicite respectivement les Tokélaou et les Kiribati pour leur présidence et leur vice-présidence et exprime leur reconnaissance envers les Îles Salomon pour leur travail au cours de l'année écoulée à la présidence de la deuxième réunion du Conseil exécutif.
39. La Nouvelle-Zélande se félicite de l'ICR et de l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique 2017-2026 du PROE, notant le bref délai de consultation et déclarant que le Secrétariat est d'une grande valeur pour ses Membres, espérant en outre que le rapport consolidera le Secrétariat et assurera sa pérennité.
40. L'Australie demande plus de temps pour lire l'ICR et de l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique 2017-2026 du PROE, remarquant que certaines recommandations sont simples et faciles, tandis que d'autres demanderont un examen approfondi par l'ensemble des Membres, en raison des implications financières découlant des points de l'ordre du jour 6.4 et 6.5. L'Australie propose également une réunion le 15 octobre et une deuxième réunion début 2022 pour donner un rôle au Directeur général entrant lors de ces discussions. Elle propose également un groupe de travail pour discuter de la gouvernance et des problèmes de programmation présentés par l'ICR et l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique 2017-2026 du PROE.
41. La proposition d'un Groupe de travail est soutenue par Fidji, la France, les Îles Cook, les Kiribati, la Nouvelle-Zélande, la Polynésie française, le Royaume-Uni, Vanuatu et Wallis-et-Futuna. Les Îles Cook souhaitent aussi définir un mandat pour ce Groupe de travail pour donner une impulsion aux conclusions de l'ICR et de l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique 2017-2026 du PROE, notamment un résumé de toutes les réponses du Secrétariat et de ses Membres.
42. Le Secrétariat clarifie que la réunion de 2022 proposée aurait un impact sur les obligations contractuelles du consultant, en raison d'une question du Samoa.

La Conférence :

- 1) **prend acte** du rapport fait par le Secrétariat concernant la troisième évaluation indépendante du PROE et l'évaluation à mi-parcours de son Plan stratégique 2017- 2026;
- 2) **prend acte** de la présentation du consultant portant sur la méthode employée pour l'évaluation conjointe, son contexte et les concertations qui seront menées ;
- 3) **approuve** l'organisation d'une Conférence extraordinaire des Membres du PROE, qui se tiendra le 15 octobre 2021, dans le but d'examiner le rapport complet de la troisième évaluation indépendante du PROE et de l'évaluation à mi-parcours de son Plan stratégique 2017-2026, ainsi que les recommandations y figurant; et
- 4) **met sur pied** un groupe de travail chargé de débattre des enjeux concernant le programme et la gouvernance à la suite des rapports, au cours des six premiers mois de 2022. La rédaction du mandat de ce groupe de travail est confiée au Secrétariat.



Point 6.2 de l'ordre du jour : Rapport du Comité d'audit

43. La présidence du Comité d'audit présente un rapport de synthèse sur le travail du Comité portant sur la période courant du 1er août 2020 au 31 juillet 2021.
44. Les Fidji, la Nouvelle-Zélande, la Polynésie française et Wallis-et-Futuna prennent acte et se félicitent du Rapport du Comité d'audit et soutiennent ses recommandations.

La Conférence :

- 1) **prend acte** et **approuve** le rapport du Comité d'audit pour la période d'août 2020 à juillet 2021 ;
- 2) **constate** que la situation des réserves reste critique malgré son amélioration par rapport à 2019 ;
- 3) **demande** aux Membres de verser leurs contributions non acquittées et de fournir des contributions volontaires supplémentaires pour appuyer le Secrétariat ;
- 4) **prend acte** des modifications proposées à la charte du Comité d'audit ; et
- 5) **exprime** sa reconnaissance pour la coopération et le soutien qu'elle a reçus de la part du Directeur général, de la direction et du personnel du PROE au cours des 12 derniers mois.



Point 6.3 de l'ordre du jour : Rapport sur les contributions des Membres

45. Conformément au Règlement financier 14, le Secrétariat fait le point de la Conférence concernant les contributions des Membres en date du 31 décembre 2020, comme établi par l'audit, et donne un bref compte-rendu de l'état des contributions des Membres au moment de la rédaction de ce rapport (30 juin 2021).
46. Les États fédérés de Micronésie, les Fidji, les Tonga, Vanuatu et Wallis-et-Futuna soutiennent ces recommandations.
47. Les Tonga demandent en outre une facture relative à leurs cotisations en tant que Membre afin de les régler dès que possible.

La Conférence :

- 1) **ayant examiné** le rapport, **définit une marche à suivre** visant à résoudre le problème des contributions impayées par les Membres ; et
- 2) **s'engage** collectivement et individuellement à verser l'intégralité des contributions actuellement impayées en 2021.

Point 6.4 de l'ordre du jour : Évaluation du système de rémunération du personnel : Conditions générales

48. Le Secrétariat fait rapport à la Conférence concernant l'évaluation de la rémunération du personnel : Conditions générales et présentation des conseils de Birchers LLC Group Consultancy sur les conclusions et les recommandations à considérer.
49. L'Australie, les Fidji, la France, les Îles Cook, la Nouvelle-Zélande et le Samoa demandent plus de temps pour aborder ce point de l'ordre du jour et ses recommandations, notant que celles-ci sont considérables et pourraient avoir un impact sur les autres agences du Conseil des organisations régionales du Pacifique (CORP), auquel ils appartiennent aussi.
50. L'Australie, les Îles Cook, le Samoa et les Tonga demandent pourquoi aucune des agences du CORP n'a été incluse à titre de comparaison, compte tenu de la politique d'harmonisation du CORP. Les services de conseil Birchers LLC clarifient qu'ils n'ont pas inclus les agences du CORP en tant que comparaison dans l'examen dans la mesure où elles ne figuraient pas dans le mandat de l'évaluation. Birchers LLC clarifie en outre qu'ils ont choisi des organismes similaires au Secrétariat, dotés de systèmes de rémunération dynamiques, bien établis et régulièrement mis à jour.

51. Le Directeur général clarifie qu'une approche unifiée concernant l'adoption de données de marché n'est plus d'actualité et note en outre qu'une approche aux données de marché alignée au Secrétariat est nécessaire, d'où sa demande aux Membres du PROE de procéder à cet examen au moyen de la Conférence du PROE.
52. Les services de conseil Birches LLC confirment que la disparité salariale ne figurait pas dans le mandat de l'examen, mais qu'une coordination de systèmes non sexistes était possible, en réponse à une question de l'Australie.
53. L'Australie souhaite connaître les implications financières de ces recommandations, qui serviront de base aux discussions du point de l'ordre du jour 6.5. Le Directeur général confirme que le budget ne comporte aucune affectation budgétaire, mais que des dispositions ont déjà été soumises dans le budget pour 2022, remarquant qu'une augmentation éventuelle des contributions ne serait pas utilisée pour ce point.
54. L'Australie, les Fidji, la France, les Îles Cook, la Nouvelle-Zélande, le Samoa et les Tonga prennent acte des conséquences de ces recommandations pour les autres agences du CORP.
55. La Conférence convient de remettre la décision concernant les recommandations d'origine et convient de discuter de ce point de l'ordre du jour lors d'une Conférence extraordinaire qui sera convoquée le 15 octobre, pour aborder l'évaluation indépendante du PROE et l'évaluation à mi-parcours de son Plan stratégique 2017-2026.

56. Le Directeur général propose d'établir un Groupe de travail spécial officieux pour analyser et discuter de toutes les questions posées par les Membres concernant ce point de l'ordre du jour, chercher une voie à suivre et les soulever ces questions lors de la Conférence extraordinaire du 15 octobre. Ce Groupe de travail spécial officieux inclura, sans s'y limiter, l'Australie, les Fidji, la France, les Îles Cook, la Nouvelle-Zélande, le Samoa et les Tonga.

La Conférence :

- 1) **prend acte** de ce que l'ordre du jour de la Conférence extraordinaire des Membres du PROE prévue le 15 octobre 2021 pour discuter de l'évaluation indépendante et de l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique 2017-2026 du PROE sera élargi pour prendre en compte le point 6.4 de l'ordre du jour : Évaluation du système de rémunération du personnel et des recommandations proposées ; et
- 2) Membres suivants : Australie, Fidji, France, îles Cook, Nouvelle-Zélande, Samoa et Tonga) chargé de débattre plus en profondeur des recommandations contenues dans le DT 6.4 et du rapport complet soumis par le groupe d'expert-conseil Birches LLC, et de soumettre un rapport contenant les recommandations revues lors de la Conférence extraordinaire du 15 octobre.



Point 6.5 de l'ordre du jour : Financement durable

57. Le Secrétariat a fourni une mise à jour des actions entreprises pour faire face aux pressions sur le budget de base pour 2021 compte tenu des impacts mondiaux de COVID-19 et a demandé

des conseils sur les options et les actions qui permettraient d'assurer un financement durable pour sa résilience financière à long terme.

58. L'Australie et les Îles Cook ont reconnu les efforts proactifs entrepris par le Secrétariat dans le but d'atteindre des excédents budgétaires au fil des ans, efforts qu'ils ont de plus félicités.

59. L'Australie a indiqué qu'elle avait conclu un nouvel accord de partenariat de 10 ans avec le Secrétariat et qu'elle fournit un financement de base en reconnaissance de l'importance du rôle central du PROE. L'Australie précise en outre que les pressions des projets peuvent exercer une contrainte majeure sur le financement de base et a donc augmenté la contribution aux frais de gestion à 15 % en reconnaissance du coût nettement plus élevé de l'exécution d'opérations dans le Pacifique.

60. L'Australie a également invité tous les Membres à augmenter leurs contributions en conséquence et encourage les donateurs et les bailleurs à être aussi accommodants que possible dans leurs propres systèmes de gestion financière étant donné les impacts de la COVID-19 sur la réalisation des projets.

61. L'Australie et les Îles Cook applaudissent les opportunités de financement de projets évaluées par le Secrétariat ainsi que la croissance du recouvrement des coûts. Les Îles Cook ont par ailleurs constaté l'évolution des frais de recouvrement des coûts la Communauté du Pacifique qui sont passés de 5,3 % en 2015 à 12,1 %, présentant un objectif de 15 %, et proposent que le Secrétariat s'appuie sur ce succès.

62. Les Îles Cook saluent l'objectif de 80 %, mais demandent comment les Membres pourront s'y engager. Les Îles Cook demandent aussi si cela se fera grâce au financement de donateurs, ou en augmentant les contributions des Membres.

La Conférence :

- 1) **met en place** une structure de financement de base qui consolidera le revenu de base du PROE et permettra au Secrétariat de lever des sources de financement supplémentaires ;
- 2) **envisage** une structure similaire à la structure de financement de base de la Communauté du Pacifique (CPS), à savoir d'augmenter la prise en charge du financement de base par le PROE de 58 % à 80 % de son budget, afin de garantir la résilience financière du PROE face aux événements imprévisibles actuels et futurs ;
- 3) **encourage** les Membres et les partenaires du PROE à étudier la possibilité d'accords de partenariat pluriannuels pour le financement de base similaires à ceux signés avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande ; et
- 4) **formule** des recommandations en matière de financement durable afin de renforcer la résilience financière du PROE à long terme.



Point 6.6 de l'ordre du jour : Nomination des commissaires aux comptes externes

63. Conformément au Règlement financier 29, le Secrétariat fournit un compte rendu à la Conférence concernant la nomination d'auditeurs externes qui réaliseront l'audit annuel des comptes financiers du PROE pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2022.

La Conférence :

- 1) **ayant examiné** le document, **approuve** la nomination de BDO Samoa afin de vérifier les comptes financiers du PROE pour les exercices financiers prenant fin à la date des 31 décembre 2021 et 2022.

Point 6.7 de l'ordre du jour : Évaluation de la performance du Directeur général sortant (huis clos)

La Conférence :

- 1) **prend acte** de l'évaluation faite par la Troïka concernant le Plan d'amélioration des résultats personnels du Directeur général sortant pour la période allant de septembre 2020 à septembre 2021, le remerciant pour les excellents résultats obtenus par lui en cette dernière année de son contrat, et **l'approuve** ; et
- 2) **prend acte** de la proposition faite par la Troïka d'inviter les Membres à communiquer des objectifs spécifiques, adéquats et pertinents, devant être repris dans le Plan d'amélioration des résultats personnels du nouveau Directeur général avant la fin décembre 2021, et **l'approuve**, tout en **prenant acte** de ce que la Troïka se concertera avec le nouveau Directeur général début 2022 afin de convenir d'une version définitive de ce plan et de ses objectifs.

Point 6.8 de l'ordre du jour : Nomination du nouveau Directeur général (huis clos)

La Conférence :

- 1) **approuve** la nomination de M. Sefanaia Nawadra au poste de Directeur général du PROE, prenant fonction le 4 avril 2022 ; et
- 2) **approuve** l'extension du contrat du Directeur général actuel, M. Kosi Latu, jusqu'au 3 avril 2022.

Point 7 de l'ordre du jour : Coopération régionale et partenariats régionaux

Point 7.1 de l'ordre du jour : Mise en œuvre du programme des dirigeants du Pacifique

64. Le Secrétariat fournit un aperçu des efforts coordonnés visant à mettre en œuvre le programme des dirigeants du Pacifique prévu dans le programme de travail stratégique 2021 du CORP, ainsi que la stratégie régionale 2016-2020 des petits États insulaires, lorsque cela est pertinent pour le mandat du PROE.
65. L'Australie, les États-Unis d'Amérique, la Nouvelle-Zélande et le Samoa saluent la participation active du Secrétariat dans le processus du CORP.
66. La Nouvelle-Zélande demande des éclaircissements concernant la capacité limitée du Secrétariat en matière d'impacts du nucléaire. Le Secrétariat clarifie qu'il n'a pas d'expertise suffisamment précise en matière de questions nucléaires pour fournir une aide ciblée sur les impacts du nucléaire mis en avant par les dirigeants du CORP ou pour aider les Membres davantage.
67. En réponse à une question des États-Unis d'Amérique, le Secrétariat clarifie que tout engagement concernant les questions telles que l'architecture régionale et les stratégies de 2050 n'entraveront pas son mandat et n'entraînera aucune pression excessive sur les ressources existantes.
68. L'Australie, les États-Unis d'Amérique, la Nouvelle-Calédonie, la Nouvelle-Zélande, la Polynésie française, le Royaume-Uni, le Samoa et les Samoa américaines soutiennent cette recommandation.
69. La Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et le Samoa s'engagent à réaliser l'Ordre du jour des dirigeants du Forum des Îles du Pacifique.

70. Le Samoa remarque qu'il soutient la poursuite du développement de la Stratégie de 2050, notant qu'il reste primordial pour guider les aspirations en matière de développement concernant un ensemble de thèmes clés. Le Samoa salue en outre le Secrétariat et l'équipe One CROP Plus pour le soutien donné au Samoa lors de la CdP26, notamment son rôle en tant que représentant des petits États insulaires en développement au bureau de la CdP.

71. Le Samoa apprécie également l'appui du Secrétariat concernant la pêche régionale et prend acte de l'impact des changements climatiques sur la pêche. Il encourage le Secrétariat à soutenir les efforts de l'Agence pour la pêche visant à favoriser une prise de conscience concernant la reconnaissance et l'inclusion de la pêche dans les préparatifs de la CdP26.

72. Le Samoa remarque en outre que les décisions prises par les dirigeants de la PALM 9 concernant la gestion d'eaux traitées par le système ALPS doivent être mises en œuvre, en priorisant les efforts visant à assurer une concertation internationale, le droit international, ainsi que des évaluations scientifiquement vérifiables et des conseils, notant par ailleurs que les Membres du Forum se sont engagés à suivre des conseils indépendants pour interpréter les informations scientifiques à mesure qu'elles deviennent disponibles. L'engagement du Pacifique avec le Japon et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) est important pour assurer la transparence et la poursuite d'un dialogue étroit et clarifier toutes les préoccupations qui en découlent.

73. Le Samoa se félicite de la nomination de Mme Rhea Moss-Christian (République des Îles Marshall) pour participer au nom de la région et donner des perspectives régionales au Groupe de travail de l'AIEA sur les aspects sécuritaires de la gestion d'eaux traitées par le système ALPS à la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi de la Tokyo Electric Power Company (TEPCO).

74. L'Australie note que ces questions nucléaires ont été abordées lors de la Réunion des dirigeants des îles du Pacifique (PALM 9) et par l'AIEA concernant les eaux traitées par le système ALPS. Elle remarque également qu'elle a fourni son soutien technique au Secrétaire général du Secrétariat du Forum des îles du Pacifique pour aider les Membres à interpréter ces données scientifiques.

La Conférence :

- 1) **prend note** des efforts coordonnés par le PROE pour la mise en œuvre du Programme des dirigeants et dirigeants du Forum des îles du Pacifique prévu dans le Programme de travail stratégique 2021 du CORP, ainsi que de la Stratégie régionale 2016-2020 des petits États insulaires pendant la période allant de juillet 2020 à mai 2021 ;
- 2) **fournit** des orientations concernant les questions stratégiques relevées en ce qui concerne la mise en œuvre des principales décisions des dirigeants et dirigeantes du Forum des îles du Pacifique.



Point 7.2 de l'ordre du jour : Assurer le financement de l'action climatique pour renforcer la résilience face aux changements climatiques dans la région du Pacifique

75. Le Secrétariat informe les Membres concernant l'accès actuel au financement pour satisfaire aux priorités dans la lutte contre les changements climatiques. Le Secrétariat a en outre réitéré le rôle du PROE en tant qu'Entité

de mise en œuvre régionale et cherche l'aide de la Conférence à la préparation multipays afin d'aider les organismes d'accès direct dans la région via le PROE, et solliciter son appui à cette fin.

76. Les Fidji, la Nouvelle-Zélande et le Samoa remercient le Secrétariat pour sa documentation et salue la façon dont il a accédé au financement climatique.

77. Le Samoa salue les activités de renforcement des capacités entreprises par le Centre océanien sur les changements climatiques afin de mieux répondre à ces besoins et recommande la proposition de préparation multipays du PROE.

78. Les Fidji prennent acte des lacunes et des difficultés à accéder aux financements climatiques et proposent que le Secrétariat entre en contact direct avec ses Membres pour envisager comment les fonds de préparation climatique pourront soutenir le programme de préparation du Secrétariat. Cette proposition est soutenue par la Nouvelle-Zélande.

79. La Nouvelle-Zélande salue la revalorisation de l'accréditation du Secrétariat au Fonds vert pour le climat, prenant aussi acte du travail supplémentaire qui sera requis pour se conformer à l'accréditation.

La Conférence :

- 1) **prend acte** du document de travail intitulé « *Assurer le financement de l'action climatique pour renforcer la résilience face aux changements climatiques dans la région du Pacifique* » (DT 7.2/Att. 2);

- 2) **prend acte** des lacunes et des potentialités dans l'accès au financement de l'action climatique, notamment des potentialités qui s'offrent dans le cadre du Fonds d'adaptation, et **exhorte** les Membres à collaborer avec le PROE afin de mieux articuler leurs priorités en matière de lutte contre les changements climatiques pour les projets et programmes potentiels ;
- 3) **approuve** l'approche du PROE consistant à capitaliser les potentialités dans le paysage du financement de l'action climatique dans le Pacifique ;
- 4) **approuve** la proposition de préparation multipays faite par le PROE et encourage les Membres à la soutenir en y allouant leurs fonds de préparation nationaux 2021 non encore engagés. Le PROE aimerait également remercier les pays qui se sont engagés à appuyer la proposition de préparation du PROE, et a hâte de recevoir leurs lettres de non-objection ; et
- 5) **encourage** les Membres à optimiser les programmes d'aide à la préparation disponibles pour le financement de l'action climatique afin d'appuyer les entités d'accès direct nationales et régionales.

Point 7.3 de l'ordre du jour : Nouveau Cadre 2021-2027 pour l'aide financière de l'Union européenne à destination du Pacifique

80. L'UE a informé les Membres des dernières évolutions concernant la programmation de l'aide de l'Union européenne à destination du Pacifique pour 2021-2027 et demande des avis concernant les domaines de coopération prioritaires en matière de programmes nécessitant son soutien.

81. Les Tokélaou remarquent qu'ils sont souvent à la recherche d'aide de partenaires qui négligent les territoires, demandant en outre que le Secrétariat et l'Union européenne en prennent acte

et envisagent d'inclure les territoires de façon équitable lors d'investissements. L'Union européenne indique qu'elle relayera le message à Bruxelles.

82. L'Union européenne clarifie que sa présentation à la Conférence provenait d'un bureau aux Fidji qui recouvre 13 îles du Pacifique, mais que le bureau chargé des Territoires d'outre-mer est une entité séparée en Nouvelle-Calédonie, avec un cycle de programmation différent. Il s'agit de la réponse à une question de Wallis-et-

Futuna concernant la méthodologie détaillée et la grille du nouveau programme de l'Union européenne.

83. Le Samoa salue le soutien continu de l'Union européenne dans les domaines ayant trait à la gestion durable des déchets, l'adaptation aux changements climatiques, la biodiversité, les solutions naturelles et les océans, prenant acte de l'évolution de la programmation européenne pour la période 2021-2027. Il demande en outre une clarification concernant la modification de la Recommandation 2, pour garantir que la région du Pacifique coordonne les priorités des programmes régionaux du Pacifique et que l'objectif de la programmation soit maintenu par le Secrétariat.

84. Les États fédérés de Micronésie, les Kiribati, les Tonga et Vanuatu soutiennent les recommandations actuelles.

85. Les Tonga saluent le soutien de l'Union européenne, notant qu'elles souhaiteraient voir le Programme de partenariat européen pour la gestion des déchets (PacWastePlus), l'Alliance mondiale contre le changement climatique, le projet Adaptation du Pacifique au changement climatique et résilience (PACRES) et le Projet Deux sur la Gestion de la diversité biologique et des aires protégées se poursuivre. Les Tonga notent en outre que PacWastePlus est le seul programme qui aborde les déchets dangereux et qui participe aux difficultés constantes des Tonga découlant des batteries plomb-

acides usagées et de stocks de déchets contenant de l'amiante.

86. Le Vanuatu reconnaît le soutien de l'Union européenne envers PacWastePlus, le Partenariat Pacifique-Union européenne et les projets BIOPAMA2, demandant en outre que son soutien soit poursuivi lors de la prochaine phase de financement.

La Conférence :

- 1) **prend acte** des priorités de l'UE et des récentes évolutions dans le contexte de la programmation de l'aide de l'UE à destination du Pacifique pour 2021-2027 ;
- 2) **informe** l'UE des domaines prioritaires (actuels et nouveaux) pour lesquels les Membres souhaitent voir la coopération se poursuivre sous la forme de programmes futurs. Les Membres peuvent également proposer de nouveaux domaines de coopération, dans le cadre des priorités de l'UE pour le financement à destination de Pacifique au cours des sept prochaines années. Les réponses doivent être communiquées avant le 30 septembre 2021 à l'adresse électronique suivante : andreja.vidal@eeas.europa.eu



Point 7.4 de l'ordre du jour : Partenariat stratégique entre le PROE et la JICA : perspectives pour la collaboration

87. La JICA a présenté des potentialités futures entre le PROE et la JICA en matière de gestion des déchets et de lutte contre les changements climatiques. Cela se fera en développant les capacités humaines et institutionnelles pour garantir la durabilité du Pacifique insulaire.

88. Les États fédérés de Micronésie, la République des Îles Marshall, le Samoa, les Tonga et Vanuatu remercient la JICA pour la vue d'ensemble du partenariat entre la JICA et le PROE et saluent le soutien régional du gouvernement japonais par le biais de la JICA, pendant presque vingt ans.

89. Le Samoa salue en outre le partenariat entre J-PRISM et son ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement, notant qu'un soutien supplémentaire a été demandé sous l'égide de J-PRISM 3. Il se réjouit du renforcement du partenariat entre le PROE et la JICA à l'avenir.

90. Les Tonga acceptent les recommandations de la Conférence et remercient le Secrétariat et la JICA pour leurs efforts collaboratifs visant à s'assurer que les déchets soient gérés convenablement dans la région. Les Tonga soulignent le succès apporté par l'initiative J-PRISM lors de l'établissement d'une décharge et d'un système de collection des déchets sur l'île de Ha'apai. Le projet a vu naître Waste Authority Ltd, qui fonctionne désormais indépendamment, sans subventions du gouvernement tonguien. Le gouvernement japonais a renforcé les capacités de Waste Authority Ltd en fournissant des équipements, notamment des camions de collecte et de la machinerie lourde à la décharge.

91. Les Tonga reconnaissent que les nouvelles activités proposées par la J-PRISM 3 compléteraient ses efforts de gestion des déchets, notamment en réduisant l'arrivée de déchets dans la décharge et la création de revenus pour

opérer cette gestion de déchets, à savoir, une économie circulaire. Les Tonga expriment aussi leur satisfaction quant aux efforts de la JICA, du Secrétariat et d'autres partenaires, qui leur ont permis d'entreprendre une gestion efficace des déchets.

92. Les États fédérés de Micronésie, les Kiribati, la République des Îles Marshall et Vanuatu soulignent qu'ils ont bénéficié du programme J-PRISM et soutiennent les recommandations définies dans le document, et les Kiribati ajoutent qu'elles n'étaient pas partenaires de la J-PRISM 2, mais souhaitent participer à la Phase 3. Les Kiribati demandent à la JICA de tirer des enseignements de la J-PRISM 2 pour élaborer la J-PRISM 3.

La Conférence :

- 1) **salue et réaffirme** les résultats positifs des projets de coopération technique en cours avec le PROE dans la région du Pacifique ;
- 2) **appuie** les démarches en cours en vue de l'élaboration de la prochaine phase de coopération technique sur la gestion des déchets et sa mise en œuvre, dont le début est prévu pour 2022.



Point 8 de l'ordre du jour : Questions de fond et de stratégies relatives aux programmes

Point 8.1 de l'ordre du jour : Examen de l'objectif régional 1 : Les peuples océaniques bénéficient d'une meilleure résilience face aux changements climatiques

93. Le Secrétariat présente une vue d'ensemble des principales priorités pour favoriser la mise en œuvre de l'objectif régional 1 pour la période biennale 2022-2023.

94. Le Samoa salue le travail du Secrétariat et de l'équipe du projet « One CROP Plus » qui précède la Vingt-sixième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies

sur les changements climatiques (CdP26) et notamment le soutien apporté au Samoa en tant que représentant les petits États insulaires en développement au Bureau de la CdP. Le Samoa félicite également la direction du Secrétariat pour assurer sa participation dans le processus de la CCNUCC malgré les difficultés actuelles.

95. Le Samoa salue le sous-comité de One CROP Plus pour avoir coordonné un engagement et une défense de haut niveau des petits États insulaires en développement pour soutenir le travail de champions et reconnaît le soutien de ses partenaires, notamment les gouvernements néo-zélandais et irlandais.

96. Le Samoa annonce avoir soumis son deuxième CDN avec une ambition accrue et demande à ses partenaires de l'aider à assurer sa mise en œuvre efficacement.

La Conférence :

- 1) **approuve** les principales activités et priorités stratégiques pour favoriser la mise en œuvre et l'atteinte de l'objectif régional 1 pour la période biennale 2022-2023.

Point 8.1.1 de l'ordre du jour : CdP26 à la CCNUCC

97. Le Secrétariat informe les Membres de l'avancée des mesures du PROE et de l'équipe du One CORP+ pour aider les petits États insulaires en développement du Pacifique s'étant constitués Parties à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) dans leur préparation à la 26e Conférence des Parties à la CCNUCC (CdP26) qui aura lieu à Glasgow, au Royaume-Uni, en novembre 2021 et aux procédés précédant cette convention.

98. Le Royaume-Uni remercie le Secrétariat pour son soutien aux préparatifs des pays insulaires du Pacifique et sa participation à la CdP26, remarquant que la CdP de Glasgow aura lieu dans moins de 8 semaines, son importance étant soulignée par les cyclones tropicaux, les feux de forêt, les canicules et les sécheresses à travers le monde.

99. La Nouvelle-Zélande reconnaît l'importance de la participation des pays insulaires du Pacifique à la CdP26 et collabore avec le Secrétariat, l'Australie et le Royaume-Uni pour s'atteler aux

problèmes logistiques qui pourraient entraver la participation. La Nouvelle-Zélande aura recours à un processus de quarantaine et recommande aux Membres qui devront y recourir d'envoyer leur candidature au plus tôt.

100. Le Directeur général informe les Membres qu'une petite équipe participera à la CdP26 pour soutenir ses Membres et remarque que bien que la décision ait été difficile à prendre en raison de la COVID-19, il importait que le Secrétariat soit présent à la Conférence pour aider ses Membres.

La Conférence :

- 1) **prend acte** de l'avancée des préparatifs en vue de la CdP26 à la CCNUCC réalisés par le PROE et par le One CORP+.

Point 8.1.2 de l'ordre du jour : Programme décennal d'investissement pour la préparation climatique du Pacifique

101. Le Secrétariat informe les Membres de l'existence et de l'avancée du Programme décennal d'investissement pour la préparation climatique du Pacifique, qui a été approuvé par le Conseil météorologique du Pacifique (CMP) lors de sa réunion intersession du 5 mai 2021.

102. Les États-Unis d'Amérique prennent acte des informations actualisées concernant le Programme d'investissement pour la préparation climatique du Pacifique et saluent l'impulsion des Tonga, ainsi que le Conseil météorologique du Pacifique et ses partenaires. Les États-Unis d'Amérique soutiennent le Programme d'investissement pour la préparation climatique du Pacifique et note les données contribuées par la mise en œuvre de bouées mouillées TAO/TRITON opérées par l'Agence américaine pour les océans et l'atmosphère, visant à surveiller les variations des oscillations El Niño et La Niña (phénomène ENSO) et l'importance de la contribution continue de données pour les modèles climatiques mondiaux et pour le Programme de préparation climatique.

103. Le Samoa confirme que les dirigeants du Forum des états insulaires du Pacifique ont accepté le Plan d'investissement, prenant acte du coût proposé de 165 millions d'USD. Le Samoa salue également l'investissement à long terme, les interventions ciblées et remarque que les coûts associés aux impacts seraient beaucoup plus élevés que les investissements et le soutien.

La Conférence :

- 1) **prend acte** de l'appui donné au Programme décennal d'investissement pour la préparation climatique du Pacifique par les dirigeants et dirigeantes du Forum des îles du Pacifique lors de leur 51^e Retraite, le 6 août 2021 ;
- 2) **se félicite** de la progression faite par le PROE en coopération avec le Bureau australien de météorologie, l'Organisation météorologique mondiale, les Membres du conseil météorologique du Pacifique (CMP), la Communauté du Pacifique et les autres partenaires concernant la demande du CMP-5 d'une étude préliminaire en vue d'une initiative programmatique décennale régionale de réponse aux phénomènes climatiques, hydrologiques et océaniques extrêmes dans le Pacifique ;
- 3) **remercie** l'Irlande pour l'aide financière accordée par elle à l'élaboration de ce plan d'investissement ;
- 4) **prend acte** de l'avancée du Programme d'investissement décennal pour la préparation climatique du Pacifique ; et
- 5) **demande** au Secrétariat de mener campagne en vue de l'obtention de financements pour le Programme décennal d'investissement pour la préparation climatique du Pacifique et de rechercher de tels financements.

Point 8.1.3 de l'ordre du jour : Partenariats stratégiques du Centre océanien sur les changements climatiques (PCCC) et coopération via la plateforme novatrice d'apprentissage en ligne

104. Le Secrétariat informe les Membres du PROE de l'avancement des partenariats

stratégiques du Centre océanien sur les changements climatiques et de la coopération via la plateforme novatrice d'apprentissage en ligne.

105. La Nouvelle-Zélande et le Samoa félicitent le PCCC pour les progrès réalisés en seulement deux années depuis le début de l'opération.

106. La Nouvelle-Zélande note en outre que le PCCC a un bureau doté de tout le personnel nécessaire et est pleinement opérationnel, encourageant le PCCC à poursuivre cette lancée. Elle se réjouit de recevoir le soutien de ses partenaires pour que le PCCC soit durable à long terme.

107. En tant qu'hôte du PCCC, le Samoa exprime sa reconnaissance à l'égard du partenariat avec le Japon et le Secrétariat, qui permet de renforcer la résilience et la capacité des populations océaniques. Le Samoa salue en outre les efforts du PCCC en matière de courtage de connaissances, de formations sur les changements climatiques, les supports d'apprentissage en ligne et le partage d'informations pédagogiques dans le Pacifique, essentiels pour renforcer la résilience de nos populations océaniques. Il reconnaît aussi le soutien continu du Japon, de la Nouvelle-Zélande et du Secrétariat et se réjouit du chemin à parcourir ensemble.

108. Les Tokélaou signalent qu'elles souhaiteraient prendre part aux activités coordonnées par le PCCC et demandent un financement pour soutenir cette initiative.

La Conférence :

- 1) **prend acte** des partenariats stratégiques du PCCC et de la coopération, qui sont cruciaux pour l'efficacité du Centre ; le Secrétariat encourage les bailleurs et les partenaires à œuvrer avec le PCCC pour assurer un financement continu de la mise en œuvre des fonctions centrales du Centre ; et

- 2) **prend acte** de la progression de la plateforme d'apprentissage en ligne du Centre en tant que solution novatrice d'apprentissage en ligne, et des incidences positives constatées grâce à la hausse du nombre de personnes participantes

et, par conséquent, de l'accroissement des perspectives pour la capacité d'adaptation et la sensibilisation aux changements climatiques des États et des territoires insulaires océaniques.

Point 8.2 de l'ordre du jour : Examen de l'objectif régional 2 : Les peuples océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résilients

109. Le Secrétariat présente les principales priorités pour favoriser la mise en œuvre et l'atteinte de l'objectif régional 2 pour la période biennale 2022-2023.

110. Les États-Unis d'Amérique remarquent que le Cadre mondial de la biodiversité (CMB) pour l'après-2020 est un élément important de la CdP de la CDB. Dans la mesure où son avenir est encore inconnu, les États-Unis d'Amérique notent en outre qu'ils ne pourront pas soutenir sa mise en œuvre, mais qu'ils continueront à soutenir autant que possible ses partenaires océaniques.

La Conférence :

- 1) **approuve** les principales activités et priorités stratégiques pour favoriser la mise en œuvre et l'atteinte de l'objectif régional 2 pour la période biennale 2022-2023.

Point 8.2.1 de l'ordre du jour : Point de l'actualité relative à la CdP15 de la CDB et au Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020

111. Le Secrétariat rend compte à la Conférence concernant le soutien aux Parties océaniques à la 15^e Conférence des Parties à la Convention sur la Diversité biologique de 2020-2021.

112. L'Australie, les Kiribati, le Samoa et les Tonga prennent acte des difficultés pour participer à autant de réunions virtuelles en amont du Cadre mondial de la biodiversité (CMB) pour l'après-2020, notamment la préparation de la CdP15 de la CDB. L'Australie note en outre qu'elle a envoyé un autre programme

au Secrétariat de la CDB pour ses réunions virtuelles, mais n'a pas encore reçu de réponse de la CDB. Le Samoa note que la CCNUCC dispose d'un processus adapté aux fuseaux horaires des deux hémisphères et suggère qu'une approche semblable soit envisagée par la CDB. Les Kiribati demandent l'aide du Secrétariat pour s'atteler aux difficultés virtuelles qui sont un obstacle à sa participation aux réunions virtuelles.

113. L'Australie apprécie le soutien et la collaboration océaniques concernant la CMB et la Quinzième Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CdP15 CDB) et en particulier en matière d'écosystèmes côtiers et maritimes, d'espèces exotiques envahissantes et de déchets plastiques, notant qu'elle siège au Fonds pour l'environnement mondial et s'efforce d'assurer son soutien au Pacifique.

114. Les Fidji, les Kiribati, le Samoa et les Tonga remercient le Secrétariat pour son soutien continu durant les négociations relatives à la CDB.

115. Le Samoa souligne les difficultés pour augmenter les efforts en matière d'écosystèmes et de moyens de subsistance dégradés, ainsi que les priorités clés liées à la Décennie des Nations unies pour la restauration des écosystèmes, notamment l'accent sur les écosystèmes et la restauration maritimes, la cible de gestion à 30 pour cent de gestion des océans, la planification de l'espace marin, la gestion des espèces envahissantes, et l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques.

116. Les Fidji demandent au Secrétariat de suivre tous les réseaux officiels de communication nationale pour soutenir les pays lors des négociations de la Cdb15 de la CDB et travailler avec eux, notamment par les voies diplomatiques existantes.

117. Les Tonga proposent que le Secrétariat organise des réunions régionales de préparation avant les réunions de la CDB pour une participation maximale et efficace.

118. Le Secrétariat confirme qu'il continuera à travailler avec les pays en réunissant des réunions préparatoires, notamment par le biais de réseaux de communication existants pour les points focaux nationaux.

La Conférence :

- 1) **prend acte** du rapport fait sur l'aide régionale fournie par le PROE aux Parties à la CDB ;
- 2) **prend acte** des priorités du Pacifique pour la CdP15 à la CDB ;
- 3) **prend acte** des obstacles qui se dressent face à la participation des Parties du Pacifique aux réunions en ligne de la CDB et à la recherche de stratégies permettant de les lever ;
- 4) **encourage** les Membres à inscrire des délégations à la CdP15 à la CDB et aux réunions et protocoles connexes, et à les appuyer

Point 8.2.2 de l'ordre du jour : Cadre du Pacifique insulaire 2021-2025 pour la conservation de la nature et les aires protégées et 10^e Conférence du Pacifique insulaire sur la conservation de la nature et les aires protégées

119. Le Secrétariat présente le nouveau cadre 2021-2025 pour la conservation de la nature et les aires protégées dans la région du Pacifique insulaire aux Membres et soumet la Déclaration de Vemööre à leur approbation.

120. Les Fidji et le Samoa remercient le Secrétariat pour ce travail et prennent acte de l'objectif du Cadre du Pacifique insulaire 2021-2025 pour la

conservation de la nature et les aires protégées et 10^e Conférence du Pacifique insulaire sur conservation de la nature et les aires protégées, ainsi que la Déclaration de Vemööre.

121. Les Fidji, la Nouvelle-Zélande, le Samoa et le Vanuatu déclarent leur soutien envers les recommandations.

La Conférence :

- 1) **approuve** le Cadre du Pacifique insulaire 2021-2025 pour la conservation de la nature et les aires protégées ;
- 2) **encourage** les Membres et partenaires à appuyer la mise en œuvre du Cadre ;
- 3) **prend acte** de la réussite de la 10^e Conférence (virtuelle) du Pacifique insulaire ;
- 4) **invite** les Membres qui n'ont pas participé au segment de haut niveau de la Conférence sur la protection de la nature à approuver la Déclaration de « Vemööre ».

Point 8.2.3 de l'ordre du jour : Plan d'action pour les récifs coralliens du Pacifique

122. Le Secrétariat soumet le nouveau Plan d'action pour les récifs coralliens à l'approbation des Membres et sollicite leur engagement pour le mettre en œuvre de façon collaborative et intersectorielle, en tant qu'urgence pour la région du Pacifique.

123. L'Australie, les Fidji, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni et le Samoa se félicitent du Plan d'action pour les récifs coralliens du Pacifique et saluent le travail du Secrétariat.

124. L'Australie prend aussi acte de l'approche intersectorielle à l'élaboration du plan et se réjouit de s'engager auprès du Secrétariat pour ce travail.

125. Les Fidji remarquent qu'ils soutiennent entièrement la mise en œuvre du Plan d'action pour les récifs coralliens du Pacifique, qui est aligné à leur Politique océanique.

126. Le Royaume-Uni se réjouit du plan, qui sera essentiel pour réduire les menaces aux récifs coralliens dans le Pacifique et a hâte de faire appel au Fonds mondial pour les récifs coralliens pour ce travail.
127. Le Samoa remarque que la restauration et la protection du récif corallien sont une priorité et remercie le Secrétariat pour son soutien à cet égard.

La Conférence :

- 1) **approuve** le Plan d'action pour les récifs coralliens du Pacifique ;
- 2) **encourage** les Membres et les partenaires à appuyer la mise en œuvre intersectorielle de ce plan et à prendre des engagements dans ce sens ;
- 3) **charge** le Secrétariat d'appuyer la mise en œuvre de ce plan par les Membres.

Point 8.3 de l'ordre du jour : Examen de l'objectif régional 3 : les communautés océaniques bénéficient d'une gestion améliorée des déchets et d'une meilleure maîtrise de la pollution

128. Le Secrétariat présente succinctement les principales priorités pour favoriser la mise en œuvre et l'atteinte de l'objectif régional 3 pour la période biennale 2022-23.
129. Les États-Unis d'Amérique, les Kiribati et le Royaume-Uni apprécient les efforts du Secrétariat dans ce domaine.
130. Les États-Unis d'Amérique, soutenus par le Royaume-Uni, demandent que le cadre régional en matière de déchets maritimes soit aligné aux efforts mondiaux déployés par la Cinquième Assemblée de l'ONU Environnement. Les États-Unis d'Amérique signalent qu'ils ont soulevé cette question lors de la 16e Réunion de la Convention de Nouméa et notamment ses inquiétudes à propos du mécanisme de conformité.
131. Le Royaume-Uni encourage par ailleurs les états insulaires du Pacifique à participer à l'ANUE 5 pour soutenir le nouvel accord mondial.
132. Les États-Unis remarquent en outre que des formations auprès de la garde côtière des États-Unis sont en cours pour soutenir le PACPLAN, dont les efforts ont été ralentis par la COVID-19 et se réjouissent de discuter avec le nouveau Directeur général des objectifs régionaux et de la meilleure façon de soutenir les efforts régionaux de gestion des déchets, notamment ceux du PACPLAN.

133. Les Kiribati notent que ces efforts sont alignés aux Objectifs de gestion des déchets des Kiribati, dont la stratégie a été approuvée en 2020. Ayant fait face à des difficultés en matière de ressources et d'assistance technique pour mettre en œuvre cette stratégie, elles ont fait appel à l'aide du Secrétariat et de ses partenaires donateurs, leur demandant de prendre en compte les priorités nationales qui pourraient ne pas être alignées aux projets régionaux.

La Conférence :

- 1) **approuve** les principales priorités stratégiques pour favoriser la mise en œuvre et l'atteinte de l'objectif régional 3 pour la période biennale 2022-2023.

Point de l'ordre du jour 8.3.1 : Planification stratégique et gestion des déchets générés par les catastrophes

134. Le Secrétariat présente sa proposition concernant l'intégration des secteurs environnementaux (dont la gestion des déchets générés par les catastrophes) dans les Bureaux nationaux de gestion des catastrophes pour faire en sorte que les activités de préparation, de réaction et de réhabilitation tiennent compte de la gestion des déchets.
135. Les Fidji reconnaissent et saluent les efforts du Secrétariat, recommandant par ailleurs que des consultations soient

réalisées pour identifier les principales agences pertinentes en matière de Gestion des déchets issus de catastrophes.

136. Le Samoa prend acte de son soutien pour ce domaine de déchets, en vue d'aboutir à un environnement plus résilient, notant que son Bureau national de gestion des catastrophes a déjà adopté une approche sectorielle, notamment en matière de gestion des déchets issus de catastrophes. Samoa soutient aussi le groupe de travail régional, qui augmentera le soutien à cette région.

La Conférence :

- **encourage** la mise en place de Secteurs de l'environnement (tenant compte des déchets générés par les catastrophes) au sein des Bureaux nationaux de gestion des catastrophes et **s'y engage** afin de faire face au problème des déchets générés par les catastrophes et autres problèmes environnementaux ;
- **charge** le Secrétariat de collaborer avec les Membres et les partenaires afin de solliciter l'aide du Partenariat pour la résilience dans le Pacifique du Cadre océanien pour un développement résilient afin de mettre sur pied une équipe régionale de gestion des déchets générés par les catastrophes.

Point 8.3.2 de l'ordre du jour : Planification stratégique et gestion des déchets dangereux

137. Le Secrétariat présente les potentialités qui s'offrent pour sensibiliser au problème de la gestion des déchets dangereux dans le Pacifique et pour améliorer cette gestion, au vu des importants dommages causés par la mauvaise gestion du mercure, de l'amiante et des déchets médicaux, qui représentent une menace importante et permanente aux populations et à l'environnement de la région.

138. Le Samoa attire l'attention sur l'élaboration du rapport national sur le mercure en vertu de la Convention de Minamata et demande de l'aide pour la mise en œuvre de ce rapport.

139. Le Samoa présente aussi son inventaire actuel de mercure et son plan national de gestion des soins de santé et salue le soutien de ses partenaires, y compris le Secrétariat.

La Conférence :

- **approuve** l'« Itinéraire en faveur d'une réforme législative pour le contrôle de l'amiante » inspiré du Code de pratique et de la note d'orientation pour le contrôle de l'amiante, et destiné à interdire l'importation de matériaux contenant de l'amiante, et **encourage** son adoption par les Membres ;
- **prend acte** de la situation concernant le contrôle des déchets de mercure dans le Pacifique, et **encourage** l'élaboration de la « Campagne pour un Pacifique sans mercure » afin d'éliminer progressivement les produits contenant du mercure ;
- **appuie** l'élaboration du « Plan d'investissement dans le contrôle des déchets médicaux ».

Point 8.3.3 de l'ordre du jour : Itinéraire pour établir un mécanisme de financement durable

140. Le Secrétariat présente une proposition d'approche commune pour l'institution de systèmes de financement durable afin d'aider les États et territoires insulaires océaniques à créer des revenus afin de gérer efficacement les déchets dans la région.

La Conférence :

- 1) **prend acte** de l'itinéraire proposé pour un mécanisme de financement durable, et y **souscrit** ;
- 2) **charge** le Secrétariat de collaborer avec les Membres et les partenaires en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de mécanismes de financement durable pour la gestion des déchets.

Point 8.4 de l'ordre du jour : Examen de l'objectif régional 4 : Les peuples océaniques et leur environnement bénéficient des engagements pris en faveur des bonnes pratiques de gouvernance environnementale

141. Le Secrétariat présente les principales priorités pour favoriser la mise en œuvre et l'atteinte de l'objectif régional 4 pour la période biennale 2022-2023.

142. Le Samoa soutient les recommandations présentées par le Secrétariat et salue l'outil de suivi des indicateurs environnementaux qui facilite le suivi d'indicateurs aux niveaux national, régional et international.

La Conférence :

- 1) **approuve** les principales priorités stratégiques pour favoriser la mise en œuvre et l'atteinte de l'objectif régional 4 pour la période biennale 2022-2023.

Point 8.4.1 de l'ordre du jour : Faire passer au niveau supérieur la gestion des données environnementales dans le Pacifique insulaire

143. Le Secrétariat informe les Membres du contexte et des motivations justifiant le passage au niveau supérieur de la gestion des données environnementales dans le Pacifique afin de renforcer la planification, la rédaction de comptes rendus et la prise de décisions pour les différents pays, tout en satisfaisant aux exigences régionales et internationales en matière de comptes rendus. Il demande l'approbation de sa proposition visant à élaborer un projet complet pour soutenir une gestion plus importante de données environnementales dans le Pacifique.

La Conférence :

- 1) **appuie** le passage au niveau supérieur de la gestion des données environnementales dans le Pacifique ; **charge** le Secrétariat de commencer à travailler sur une proposition de projet à part entière destinée à favoriser cette mise à niveau, et d'envisager des options de financement auprès de la 8^e reconstitution du FEM et d'autres sources de financement.

Point 8.4.2 de l'ordre du jour : Rapport régional 2020 sur l'état de l'environnement et de la conservation dans le Pacifique insulaire, et procédure d'élaboration des futurs Rapports régionaux sur l'état de l'environnement et de la conservation

144. Le Secrétariat présente le premier Rapport sur l'état de l'environnement et de la conservation dans la région du Pacifique, ainsi que la procédure et les échéances proposées pour l'élaboration du prochain Rapport régional sur l'état de l'environnement et de la conservation.

La Conférence :

- 1) **approuve** le Rapport régional 2020 sur l'état de l'environnement et de la conservation dans le Pacifique insulaire ; et
- 2) **approuve** la procédure et les échéances pour l'élaboration du prochain Rapport régional sur l'état de l'environnement et de la conservation.

Point 8.4.3 de l'ordre du jour : Exploration et exploitation minières des fonds marins : une épreuve pour la gouvernance et l'environnement du Pacifique

145. Le Secrétariat donne des conseils sur la proposition concernant l'exploitation minière des fonds marins dans la région du Pacifique insulaire, et propose d'adopter une approche de précaution quant aux activités d'exploitation minière des fonds marins mises en avant.

146. La Polynésie française et le président des Amis de la Présidence pour le point de l'ordre du jour 8.4.3 présentent une vue d'ensemble du travail des Amis de la Présidence, constitués par l'Australie, les États-Unis d'Amérique, les Fidji, la France, les Îles Cook, Nauru, la Nouvelle-Zélande, la Polynésie française, le Royaume-Uni, le Samoa et les Tonga.

147. Les Îles Cook et les États-Unis d'Amérique prennent acte des efforts de la Polynésie française à la présidence des Amis de la Présidence et ceux de cette association et du Secrétariat, notant qu'elles soutiennent le nouveau texte.
148. La France prend acte des réserves exprimées et souligne la nécessité d'articuler ce document par rapport au mandat donné à l'autorité internationale sur les fonds marins, qui pour la France est l'organisme pertinent pour invoquer le travail mené dans cette région dans les années à venir.
149. Les Îles Cook notent l'expression de leur intérêt pour ce point de l'ordre du jour et conseillent au Secrétariat d'envisager une consultation préalable de ses Membres dès que possible. Dans un esprit de compromis régional, les Îles Cook soutiennent le nouveau texte et ses recommandations.
150. La Polynésie française remercie les Amis de la Présidence et informe la Conférence que les efforts se poursuivent pour aborder le texte des ministres de l'Environnement lors de leur Talanoa de haut niveau

La Conférence :

- 1) **prend acte** de la note de synthèse préparée par le Secrétariat, intitulée « Exploration et exploitation minières des fonds marins : une épreuve pour la gouvernance et l'environnement du Pacifique », ainsi que des réserves exprimées par certains Membres à son sujet ;
- 2) **encourage** les Membres qui exercent leur droit souverain à exploiter leurs ressources minières, conformément à leurs priorités nationales et au droit international (tel que formulé dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer), à appliquer strictement le principe de précaution, en tenant compte d'analyses scientifiques détaillées de l'environnement des fonds marins et des incidences des activités minières, ainsi que de toute autre question connexe d'ordre socioéconomique ;
- 3) **apprécie** le rôle central joué par la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer pour la protection de notre continent du Pacifique bleu.

Point 9 de l'ordre du jour : Examen et approbation du troisième PIP 2022-2023 et du programme de travail et budget bisannuels 2022-2023

Point 9.1 de l'ordre du jour : Projet de Plan de mise en œuvre des performances (PIP) 2022-2023 et Cadre de résultats 2017-2026 ajusté

151. Le Secrétariat a présenté aux Membres la proposition de troisième Plan de mise en œuvre des performances (PIP3) pour l'exercice biennal 2022-2023 et le Cadre de résultats décennal 2017-2026 ajusté.

La Conférence :

- 1) **approuve** le Plan de mise en œuvre des performances pour l'exercice biennal 2022-2023 ;
- 2) **approuve** le Cadre de résultats 2017-2026 ajusté.

Point 9.2 de l'ordre du jour : Examen et approbation du projet de programme de travail et de budget bisannuels pour 2022-2023

152. Le Secrétariat présente le projet de programme de travail et de budget bisannuels du PROE pour 2022-2023.



La Conférence :

- 1) **examine et approuve** le projet de programme de travail et de budget bisannuels de **35 194 757 USD pour l'année 2022** et le **programme de travail et le budget provisoires de 23 731 883 USD pour l'année 2023.**

Point 10 de l'ordre du jour : Rapport sur les conventions du PROE

Point 10.1 de l'ordre du jour : Rapport sur la Seizième Conférence ordinaire des Parties contractantes à la Convention pour la protection des ressources naturelles et de l'environnement de la région du Pacifique Sud et de ses protocoles connexes (Convention de Nouméa)

153. Le Samoa, président de la 16^e Conférence des Parties à la Convention de Nouméa, présente le rapport de la CdP16 à la Conférence.

La Conférence :

- 1) **prend acte** du rapport de la 16^e Conférence des Parties à la Convention de Nouméa

Point 10.2 de l'ordre du jour : Rapport de la Onzième Conférence des Parties à la Convention en vue d'interdire l'importation de déchets dangereux et radioactifs dans les pays insulaires du Forum et de contrôler les mouvements transfrontaliers et la gestion des déchets dangereux dans la région du Pacifique Sud (Convention de Waigani)

154. L'Australie, président de la 11^e Conférence des Parties à la Convention de Waigani, présente le compte rendu de la CdP11 à la Conférence.

La Conférence :

- 1) **prend acte** du rapport de la 11^e Conférence des Parties à la Convention de Waigani.

Point 11 de l'ordre du jour : Divers

155. Le Directeur général déclare qu'aucun point divers n'a été soumis au Secrétariat avant la Conférence. La Présidence ouvre la séance pour que d'autres éventuelles questions soient soulevées.

156. Aucune autre question n'est soulevée au titre des divers.

Point 12 de l'ordre du jour : Déclarations des observateurs et observatrices

157. aucune déclaration verbale n'est faite de la part des observateurs et observatrices.

158. Le Secrétariat annonce à la Conférence que les observateurs et observatrices peuvent soumettre leurs déclarations écrites au Secrétariat pour qu'elles soient reprises dans le PV complet de la Conférence.

Point 13 de l'ordre du jour : Dates pour la troisième réunion du Conseil exécutif

159. Le Secrétariat propose la semaine du 5 septembre 2022 pour réunir la 3^e réunion du Conseil exécutif. Il confirme par ailleurs qu'il communiquera la composition du Troisième Conseil exécutif aux Membres, notamment le nom du Président de la Conférence, en réponse aux questions de la Polynésie française et du Président.

La Conférence :

- 1) **convient** que la troisième réunion du Conseil exécutif se tiendra lors de la semaine du 5 septembre 2022.

Point 14 de l'ordre du jour : Adoption des résultats de la 30^e Conférence du PROE

La Conférence :

- 1) **adopte** les résultats de la 30^e Conférence du PROE.

Point 15 de l'ordre du jour : Clôture

160. Pour terminer, le Président a exprimé sa reconnaissance au nom de tous les Membres du PROE envers M. Kosi Latu, le Directeur général sortant, pour ses deux mandats et pour son rôle en tant que Directeur général adjoint auparavant. Au nom de tous les Membres et du Secrétariat, le Président présente un cadeau au Directeur général en gage de reconnaissance.

161. Dans ses dernières remarques, M. Kosi Latu, Directeur général du PROE, remercie les Membres pour leurs conseils et leur soutien au fil des années.

162. Le Président termine la réunion avec une prière.

163. La 30^e Conférence des représentants officiels du PROE est officiellement clôturée à 17 h 15 heure de Samoa.

Annexe I: Liste des participants

AMERICAN SAMOA

1. Mr. Ioane Tomanogi
Air & Land Division Head
American Samoa Environmental
Protection Agency
E: ioane.tomanogi@epa.as.gov
T: +684-633-2304

AUSTRALIA

2. Mahani Taylor
A/g Assistant Secretary; International
Strategy and Engagement Branch; Trade,
Market Access and International Division
Department of Agriculture, Water and the
Environment, Australia
E: mahani.taylor@awe.gov.au/
mahani.taylor@agriculture.gov.au
T: +2 6272 5363
3. Andrew Chek
A/g Director, Pacific Engagement Section
Department of Agriculture, Water and the
Environment, Australia
E: andrew.chek@environment.gov.au
T: +61 6274 1108 / +61 432 946 206
4. Kirsty McNichol
Director, Pacific Climate Change Section
Department of Foreign Affairs and Trade,
Australia
E: kirsty.mcnichol@dfat.gov.au
T: +61 6178 5011 / +61 447 301 550
5. Melissa Masters
Assistant Director, Pacific Engagement
Section
Department of Agriculture, Water and the
Environment, Australia
E: melissa.masters@environment.gov.au
T: +61 6274 2871
6. Jacob Tapp
Senior Policy Officer, Pacific Engagement
Section
Department of Agriculture, Water and the
Environment, Australia
E: jacob.tapp1@environment.gov.au
T: +61 6275 9645
IT contact person
7. Anthony Liew
Assistant Director, Pacific Climate Change
Section
Department of Foreign Affairs and Trade,
Australia
E: anthony.liew@dfat.gov.au
T: +61 6178 4293
8. Natasha Verma
Program Manager, Climate Change and
Resilience Section
Department of Foreign Affairs and Trade,
Australia
E: natasha.verma@dfat.gov.au
T: +679 3388 233 / +679 9261 893
9. Mona Balram
Counsellor
Australian High Commission to Fiji
Suva, Fiji
E : Mona.Balram@dfat.gov.au
10. Katrina Spinaze
Hazardous Waste Section
Waste Regulation and Stewardship
Branch
Environment Protection Division
Department of Agriculture, Water and the
Environment
Australia
E : katrina.spinaze@environment.gov.au

COOK ISLANDS

11. Jim Armistead
High Commissioner – Designate to Fiji
Ministry of Foreign Affairs & Immigration
Suva, Fiji
T: +679 331 0676
E: jim.armistead@cookislands.gov.ck
12. Ewan Cameron
Foreign Service Officer
Ministry of Foreign Affairs and Immigration
T: +682 29347
Cook Islands
E: ewan.cameron@cookislands.gov.ck

FEDERATED STATES OF MICRONESIA

13. Cynthia Ehmes
Assistant Secretary
Division of Environment and Sustainable Development
Department of Environment, Climate Change and Emergency Management
E: cynthia.ehmes@decem.gov.fm/
climate@mail.fm

FIJI

14. Sandeep K. Singh
Director
Ministry of Environment
E : singhsk@govnet.gov.fj
T : +679 3311699

FRANCE

15. Luc Asselin de WILLIENCOURT
Représentant permanent adjoint auprès du PROE
Centre de l'IRD 101, promenade Roger-Laroque 98800 Nouméa NOUVELLE-CALEDONIE
E : luc.willienccourt@diplomatie.gouv.fr
T : +687 787832
16. Paulini Cava
IT Focal Point
E : paulini.cava@diplomatie.gouv.fr

FRENCH POLYNESIA

17. Engel Raygadas
Deputy Permanent Secretary for International, European & Pacific Affairs
T: +689 40472264
E: Engel.RAYGADAS@presidence.pf

GUAM

18. Austin Shelton
Assistant Professor of Extension & Outreach
Director, UOG Center for Island Sustainability
Director, UOG Sea Grant
Education & Workforce Development
Co-ordinator, NSF Guam EPSCoR
University of Guam
E: shelton@uog.edu

KIRIBATI

19. Hon. Taare Aukitino
Secretary
Ministry of Environment, Lands and Agricultural Development
Bikenibeu, Tarawa
T: +686 73047255
E: secretary@melad.gov.ki
20. Nenenteiti Ruatu
Director of Environment and Conservation Division
Government of Kiribati
Tarawa, Kiribati
T: +686 73002357
E: decd@melad.gov.ki
21. Taulehia Pulefou
Program Manager
Waste Management and Pollution Prevention Section
Tarawa, Kiribati
T: +686 73030333
E: t.pulefou@melad.gov.ki
22. Mika Biita
Program Manager
Biodiversity Conservation and Climate Change Section
Tarawa, Kiribati
T: +686 73029734
E: m.biita@melad.gov.ki

REPUBLIC OF THE MARSHALL ISLANDS

23. Clarence Samuel
Director
Climate Change Directorate
Majuro, Marshall Islands
E : clarencesam@gmail.com
T : +692 625-7944
24. Warwick Harris
Deputy Director
Climate Change Directorate
Majuro, Marshall Islands
E : warwick47@gmail.com
T : +692 625-7944
25. Terry Keju
First Secretary
Permanent Mission of the Republic of the Marshall Islands to Fiji
E : terrykeju@gmail.com
T : +679 338 7899/7821

NAURU

26. Berilyn Jeck
Secretary
Department of Commerce, Industry &
Environment (Agriculture, Renewable
Energy and Climate Change)
Government Buildings
Republic of Nauru
T: (674) 5573133 ext 298
E: secretarycienauru@gmail.com
berilyn.jeremiah@gmail.com

NEW CALEDONIA

27. Ilaisaane Lauouvea
Senior advisor –Multilateral Relations
Regional cooperation and External
relations department (SCRRE).
3 rue Paul Doumer, Centre-Ville NOUMEA,
Nouvelle-Calédonie
T: +687 50 56 26
E: ilaisaane.lauouvea@gouv.nc

NEW ZEALAND

28. Adele Plummer
Unit Manager
Climate Change and Environment,
Development People and Planet Division,
Pacific and Development Group
New Zealand Ministry of Foreign Affairs
and Trade
E: adele.plummer@mfat.govt.nz
T: +64 21 195 1779
29. Kiri Stevens
Senior Policy Officer
Climate Change and Environment,
Development People and Planet Division,
Pacific and Development Group
New Zealand Ministry of Foreign Affairs
and Trade
E: kiri.stevens@mfat.govt.nz
T: +64 27 246 2907
IT Focal Point
30. Andrea Stewart
Senior International Adviser
New Zealand Department of Conservation
E: aestewart@doc.govt.nz
T: +64 27 246 2907
31. Doug Ramsay
Advisor
Manager, Pacific Rim
National Institute of Water and
Atmospheric Research (NIWA)
E: Doug.Ramsay@niwa.co.nz

NIUE

32. Josie M. Tamate
Director-General
Ministry of Natural Resources
E : Josie.Tamate@mail.gov.nu
33. Haden Tupou Talagi
Director
Department of Environment
E: haden.talagi@mail.gov.nu
T : + 683-4011
M : +683 888 5744
34. Rossy Mitiepo
Director
Niue Meteorological Service
Niue Ministry of Natural Resources
Government of Niue
T : +683 4600
E : Rossy.Mitiepo@mail.gov.nu

PALAU

35. Gwen Sisior
EPCU Co-ordinator
Ministry of Agriculture, Fisheries, and the
Environment
Republic of Palau
T : +680 7675435/3125
E : gsisior07@gmail.com

SAMOA

36. Peseta Noumea
Chief Executive Officer
Ministry of Foreign Affairs and Trade
E: noumea@mfat.gov.ws
37. Mr. Seumalo Afele Faiilagi
Assistant Chief Executive Officer
Environment and Conservation
Ministry of Natural Resources and
Environment
E: afele.faiilagi@mnre.gov.ws
38. Ms. Desna Solofa
Assistant Chief Executive Officer,
Regional Relations
Ministry of Foreign Affairs and Trade
E: desna@mfat.gov.ws
39. Fiasosoitamalii Ugapo-Siaosi
Principal Officer Chemicals
Ministry of Natural Resources and
Environment
E: fiasoso.ugapo@mnre.gov.ws

SOLOMON ISLANDS

40. Chanel Iroi
Deputy Secretary Technical
Ministry of Environment, Climate Change,
Disaster Management & Meteorology
Honiara, Solomon Islands
T: +677 20331
E: c.iroi@met.gov.sb

TOKELAU

41. Mika Perez
Director
Department of Economic Development,
Natural Resources and Environment
Tokelau Government
E: mika.perez@tokelau.org.nz
42. Ake Puka-Mauga
Senior Policy Adviser
Office of the Council for the Ongoing
Government of Tokelau
Apia, Samoa
E: ake.puka-mauga@tokelau.org.nz
mitimiti.ngau-chun@tokelau.org.nz

TONGA

43. Lupe Matoto
Director for Environment
MEIDECC
E: lupe.matoto@gmail.com
T: +676 7400071
44. Mele Mafile'o Hui'uha Masi
Chief Environmentalist
Department of Environment, MEIDECC
E: mafileo.masi@gmail.com
T: +676 7400071

UNITED KINGDOM

45. George Edgar
High Commissioner to Fiji
United Kingdom
Suva, Fiji
T: +679 707 7000
E: George.Edgar@fco.gov.uk
46. David Ward
British High Commissioner to Samoa
United Kingdom
Apia, Samoa
T: 07790 213410/ 685 767 3345
Email: David.Ward@fco.gov.uk

47. Ian Richards
Acting High Commissioner to Samoa
United Kingdom
T: +685 7611516
E: Ian.Richards@fco.gov.uk

48. Alasdair Hamilton
Consul General, Auckland and Deputy
Governor of the Pitcairn Islands
United Kingdom
Auckland, New Zealand
T: +642 9924 2861
Email: Alasdair.Hamilton@fco.gov.uk

49. Rob Contractor
Deputy Consul General Auckland and
Deputy High Commissioner, Apia
Auckland, New Zealand
T: +642 1197 3485
E: rob.contractor@fco.gov.uk

50. Jean-Paul Penrose
Pacific Development Director, British High
Commission,
Suva, Fiji
T: +679 707 7701
E: JeanPaul.Penrose@fco.gov.uk

51. Benjamin Abraham
COP 26 Regional Advisor, British High
Commission
Wellington, New Zealand
T: +642 11997561
E: Benjamin.abraham@fco.gov.uk

52. Kunal Singh
Climate Policy Officer
British High Commission
Suva, Fiji
T: +679 7077705
E: Kunal.Singh@fco.gov.uk

UNITED STATES

53. John Griffith
Deputy Director
United States Department of State Office
of Ocean and Polar Affairs
E: griffithjh@state.gov
T: +1 202 706 2163
54. Van Reidhead
Foreign Service Officer
United States Department of State Office
of Ocean and Polar Affairs
E: reidheadve@state.gov
T: +1-571-236-8819

55. Lieutenant Jiah Barnett
Lieutenant
Incident Management Section
United States Coast Guard Pacific Area
Department of Homeland Security
E: Jiah.G.Barnett@uscg.mil
T: +1 510 437 3853

56. Jeneva Craig
Policy Support Specialist
Office of Environmental Quality
Bureau of Oceans and International
Environmental and Scientific Affairs
Department of State
E: craigja@state.gov

57. Mark Hitchcock
Political and Economic Officer
Political and Economic Section
US Embassy, Apia
E: hitchcockmj@state.gov
T: + 685 21 631

58. Commander Roxanne Jensen
Chief
Marine Environmental Responses
Incident Management Branch
Response Division
14th District, Honolulu
United States Coast Guard
Department of Homeland Security
E: roxanne.b.jensen@uscg.mil
T: +1 808 535-3325

59. Daniel Karlson
Deputy Director, Office of International
Affairs U.S. National Oceanic and
Atmospheric Administration (NOAA)
E: daniel.karlson@noaa.gov
T: +1-202-339-1820

60. Lieutenant James Knudsen
International and Domestic Preparedness
Division
Office of Marine Environmental Response
Policy
United States Coast Guard
Homeland Security
E: james.p.knudsen@uscg.mil
T: +1-202-372-2275

61. Captain Ulysses Mullins
Chief
Prevention Division
United States Coast Guard
Fourteenth District, Honolulu
Department of Homeland Security
E: ulysses.s.mullins@uscg.mil
T: 1 808 535-3401

62. Emily Pierce
Attorney-Adviser
Office of the Legal Adviser
Department of State
E: pierceer@state.gov
T: +1 202 736 4760

63. Larke Williams
Foreign Affairs Officer
Bureau of Oceans and International
Environmental and Scientific Affairs
Department of State
E: williamsls@state.gov
T: +1 202 258 3317

VANUATU

64. Donna Kalfatak
Director
Department of Environmental Protection &
Conservation, Ministry of Climate Change
& Adaptation
E: dkalfatak@vanuatu.gov.vu
T: +678 33430

65. Abraham Nasak
E: anasak@vanuatu.gov.vu

WALLIS AND FUTUNA

66. Aymerick KOLOKILAGI
Senior Adviser
Territorial Assembly of Wallis and Futuna
E: aymerick.kolokilagi@assembleeterritoriale.wf
T: +681 72 18 07

OBSERVERS

COUNCIL OF REGIONAL ORGANISATIONS OF THE PACIFIC (CROP) AGENCIES

PACIFIC COMMUNITY

67. Espen Ronneberg
Director, Climate Change and Environmental
Sustainability
New Caledonia
E: espenr@spc.int

PACIFIC ISLANDS FORUM FISHERIES AGENCY

68. Patricia Sachs-Cornish
Executive Officer
E: patricia.sachs-cornish@ffa.int
T +679 9922217

69. Hugh Walton
E: hugh.walton@ffa.int

PACIFIC ISLANDS FORUM SECRETARIAT

70. Filimon Manoni
Deputy Secretary General
E: JannettH@forumsec.org
T: +679 9998836

71. Joel Nilon
Pacific Regionalism Adviser
E: joeln@forumsec.org
T: +679 9994102

72. Exsley Taloiburi
Programme Adviser - Climate Change
Finance & Resilience
E: ExsleyT@forumsec.org
T: +679 9998895

73. Pritika Bijay
Engagement Officer
E: pritikab@forumsec.org
T: +679 9325831

74. Joape Maciu
E: Joapem@forumsec.org

75. Nola Faasau
International Legal Adviser
E: nolaf@forumsec.org
T +679 862 9223

76. Salome Taufu
Resource Economist
E: salomet@forumsec.org
T: +679 3312600

77. Laisenia Tuicakau
ICT Network Support Coordinator
E: laiseniat@forumsec.org
T: +679 9988622
IT Focal Point

78. Joape Maciu
ICT Support Officer
E: Joapem@forumsec.org
T: +679 9505502
IT Focal Point

UN ENVIRONMENT

79. Sefanaia Nawadra
Head
UN Environment Office, Pacific
E: sefanaia.nawadra@un.org

80. Kolone Tikeri
Administration Officer
UN Environment Office, Pacific
E: kolone.tikeri@un.org
IT Focal Point

81. Taito Nakalevu
Fiji UN Country Team Consultant
UN Environment Office, Pacific
E: taito.nakalevu@un.org

82. Dickson Ho
GEF C&W Consultant (ISLANDS Pacific
Child Project)
UNEP GEF Unit – Chemicals and Waste
T: +614 30552502
E: Dickson.ho@un.org

WORLD METEOROLOGICAL ORGANIZATION (WMO)

83. Tessa Tafua
Project Officer
WMO Representative Office for the South-
West Pacific
E: ttafua@wmo.int
T: +685 762711

DELEGATION OF THE EUROPEAN UNION FOR THE PACIFIC

84. Shirleen Swapna
Programme Manager
E: shirleen.swapna@eeas.europa.eu
T: +6792737400

IUCN OCEANIA

85. Andrew Foran
Regional Programme Coordinator
IUCN Oceania
E: Andrew.Foran@iucn.org
T: +679 3319084

JAPAN INTERNATIONAL COOPERATION AGENCY

86. Akihiro Miyazaki
Deputy Director General
Global Environment Department
JICA, Tokyo
E: Miyazaki.Akihiro@jica.go.jp
T: + +81-3-5226-6660

87. Hideaki Matsuoka
Director, Global Environment Department,
JICA
E: Matsuoka.Hideaki@jica.go.jp
T: +81-3-5226-9554

-
88. Akihiko Hoshino
Resident Representative
JICA Samoa Office
E: hoshino.akhiko@jica.go.jp
T: +685 777-0222, +685 22-572
89. Rebecca Nun Yan
Assistant Programme Coordinator
JICA Samoa Office
E: NunyanRebecca@jica.go.jp
T: +685 7130669, +685 22-572
90. Shoichi Iwata
Project Formulation Adviser
JICA Samoa Office
E: iwata.shoichi@jica.go.jp
T: +685 7701252, +685 22-572
91. Satoru Mimura
Chief Advisor, Japanese Technical
Cooperation Project for Promotion of
Regional Initiative on Solid Waste
Management in Pacific Island Countries,
Phase II (J-PRISM II), JICA
C/-SPREP
E: mimura.jpriism@gmail.com
T: +685-7770463
92. Yoko Onuma
3R+Return/Monitoring, J-PRISM II, JICA
C/-SPREP
E: onumayoko@outlook.com
93. Mayu Nomura
Solid Waste Management Training &
Monitoring, J-PRISM II, JICA
C/-SPREP
E: nmr.mayu@gmail.com
94. Ayako Yoshida
Regional Cooperation/Project Coordinator,
J-PRISM II, JICA
C/-SPREP
E: ayako.yoshida@gmail.com
95. Evangeline Potifara
Project Assistant, J-PRISM II, JICA,
C/-SPREP
E: evangelinep.ext@sprep.org
96. Faafetai Sagapolutele
Assistant Chief Advisor, J-PRISM II,
JICA, C/-SPREP
E: faafetais2018@gmail.com
97. Masako Ogawa
JICA Expert (Chief Advisor)
Project for Capacity Building on Climate
Resilience in the Pacific
Pacific Climate Change Centre
C/- SPREP
E: mogawa.pccc2020@gmail.com
98. Yuji Ueno
JICA Expert (Project Coordinator/Regional
Training)
Project for Capacity Building on Climate
Resilience in the Pacific
Pacific Climate Change Centre
C/- SPREP
E: yuji.ueno.2@gmail.com
99. Christine Tuioti
Project Assistant
Project for Capacity Building on Climate
Resilience in the Pacific
Pacific Climate Change Centre
C/- SPREP
E: christinetuioti@gmail.com
- PACIFIC ISLANDS DEVELOPMENT FORUM**
100. Marilyn Korovusere
Director Climate Action
E: marilyn.tagicakibau@pdf.int
T: +679 9907633
101. Viliame Kasanawaqa
Director Island Resilience
E: viliame.kasanawaqa@pdf.int
T: +679 9907657
- INDEPENDENT REVIEW TEAM**
- Natural Solutions Pacific**
102. Russel Howorth
Project Director
E: matadrevula@gmail.com
103. Nicola Thomson
Project Manager
& Lead - Mid-Term Review of Strategic
Plan
E: naturalsolutionspacific@gmail.com
104. Teresa Manarangi-Trott
Lead – Consultations
E: tmtrott@gmail.com
105. Crystal Johnston
Co-Lead – Consultations
E: crystal.johnston@gmail.com
- INTERPRETATION TEAM**
106. Alex Fairie
Conference and Translation Coordinator
On Call Interpreters
E: alex.fairie@oncallinterpreters.com
-

107. Kabindra Shakya
E: Kabindra.shakya@oncallinterpreters.com
108. Sabine Bouladon
E: Sabine.Bouladon@oncallinterpreters.com
109. Philippe Tanguy
Interpreter
On Call Interpreters
E: P.Tanguy@unswglobal.unsw.edu.au
110. Helen Vafeas
Coordinator OnCall
E: _helen.vafeas@oncallinterpreters.com
111. Antonios Mikelis
E: antonismikelis@hotmail.com
112. Stanislovas
Tech support
E: stanislovas@interactio.io
113. Jessica Shepherd
Oncall Translations Coordinator
E: jessica.shepherd@oncallinterpreters.com

SPREP SECRETARIAT (INCOMPLETE)

PO Box 240
Apia, Samoa
Ph: 685 21919
Fax: 685 20231
Email: sprep@sprep.org

1. Mr. Kosi Latu
Director General
2. Ms. Easter Chu Shing
Deputy Director General, Governance & Operations
3. Mr. Stuart Chape
Acting Deputy Director General, Strategic Policy and Technical Programmes and Director, Island and Ocean Ecosystems
4. Ms. Tagaloa Cooper
Director, Climate Change Resilience
5. Mr. Anthony Talouli, Acting Director Waste Management and Pollution Control
6. Mr. Jope Davetanivalu, Environmental Planning Adviser, Acting Director Environmental Monitoring and Governance
7. Ms. Simeamativa L. Vaai
Director, Human Resources
8. Ms. Petra Chan Tung
Director, Finance and Administration
9. Mr. Clark Peteru
Legal Counsel

10. Ms. Nanette Woonton
Acting Communications and Outreach Adviser/ Media and Public Relations Officer – (*SPREP Meeting Chief Rapporteur*)
11. Ms. Apiseta Eti
EA to the Deputy Director General
12. Mr. Ainsof Soo, Systems Developer and Analyst
13. Mr. Alvin Sen, Project Accountant
14. Ms. Amanda Wheatley, Biodiversity Adviser
15. Ms. Anastacia Amoa-Stowers, Multilateral Environmental Agreements (MEAs) Coordinator
16. Ms. Angelica Salele-Sefo, Outreach Support Officer
17. Ms. Atitoafaiga Tau, Finance Officer
18. Ms. Audrey Brown-Pereira, Executive Officer
19. Ms. Azarel Mariner-Maiai, Climate and Ocean Services Program in the Pacific Capacity Development Officer
20. Mr. Billy Chan Ting, Web Applications Developer Specialist
21. Mr. Bradley Myer, Project Manager, Regional Invasive Species Project
22. Mr. Bradley Nolan, Project Manager, PacWaste Plus Project
23. Mr. Charlie Reed, IT Support Officer
24. Mr. Christian Slaven, IT Manager
25. Ms. Crystal Schwenke, PacWaste Plus Technical and Administration Officer
26. Ms. Davina Bartley-Tiitii, Waste Management and Pollution Control Programme Assistant
27. Ms. Dannicah Chan, Finance Officer
28. Mr. David Moverley, Invasive Species Adviser
29. Mr. Dominic Sadler, Invasive Species Coordinator
30. Ms. Emma Arasi-Sua, Knowledge Management Officer
31. Mr. Epeli Tagi, IT Network & Systems Support Engineer
32. Mr. Faamanatu Sititi, Driver/Clerk
33. Ms. Faasipa Lemalu, Environmental Monitoring and Governance, Programme Assistant
34. Ms. Filomena Nelson, Climate Change Adaptation Adviser
35. Ms. Flavia Vaai, Multilateral Environmental Agreements (MEAs) Support Officer

-
- | | |
|--|--|
| <p>36. Ms. Foinijancey Fesolai, Climate Change Resilience Programme Assistant</p> <p>37. Dr. Gregory Barbara, Environmental Assessment and Planning Officer</p> <p>38. Ms. Hetta Fuimaono, Finance Officer</p> <p>39. Ms. Isabell Rasch, Access and Benefit Sharing Technical and Finance Assistant</p> <p>40. Mr. Joseph Pisi, Invasive Species PRISMSS Associate</p> <p>41. Mr. Joshua Sam, Hazardous Waste Management Adviser</p> <p>42. Ms. Juney Ward, Ecosystem & Biodiversity Officer</p> <p>43. Mr. Kilom Ishiguro, SPREP Technical Expert (Water Sector) – Marshall Islands</p> <p>44. Ms. Karen Baird, Threatened and Migratory Species Adviser</p> <p>45. Ms. Lagi Reupena, Inform Project Environmental Data Officer</p> <p>46. Ms. Laura Fepuleai, Finance and Administration Officer, Intra-ACP GCCA+ Pacific Adaptation to Climate Change and Resilience Building (PACRES).</p> <p>47. Ms. Leanne Moananu, Communications Support Officer</p> <p>48. Ms. Luana Jamieson, Senior Human Resources Officer</p> <p>49. Ms. Lupe Silulu, Records and Archives Officer</p> <p>50. Ms. Makerita Atiga, Island and Ocean Ecosystems Programme Assistant</p> <p>51. Ms. Maraesa Slade-Pogi, Procurement Officer</p> <p>52. Ms. Marion Tuipulotu-Chan Chui, Human Resources Officer</p> <p>53. Dr. Martin Sharp, Project Manager, Intra-ACP GCCA+ Pacific Adaptation to Climate Change and Resilience Building (PACRES).</p> <p>54. Dr. Melanie King, Manager, Project Coordination Unit</p> <p>55. Ms. Miraneta Williams-Hazelman, Knowledge Manager</p> <p>56. Ms. Monica Tupai, Human Resources Assistant</p> <p>57. Ms. Na'oafioga Feu'u, Finance Officer</p> <p>58. Mr. Niraj Kumar, Internal Auditor</p> <p>59. Mr. Nitish Narayan, PacWaste Plus Communications Officer</p> <p>60. Ms. Ofa Kaisamy, PCCC Manager</p> | <p>61. Mr. Patrick Pringle, Climate Analytics Consultant (On Secondment from Climate Analytics)</p> <p>62. Mr. Paul Anderson, Inform Project Manager</p> <p>63. Dr. Peter Davies, Coastal and Marine Ecosystems Adviser</p> <p>64. Dr. Peter McDonald, Environmental Monitoring and Reporting Specialist</p> <p>65. Mr. Philip Malsale, Climate and Ocean Services Program in the Pacific Climatology Officer</p> <p>66. Ms. Rachel Levi, Accountant</p> <p>67. Mr. Rahul Chand, Access and Benefit Sharing Capacity Building Officer</p> <p>68. Mr. Raymond Schuster</p> <p>69. Ms. Rebecca Polestico, Monitoring and Evaluation Adviser</p> <p>70. Ms. Rosanna Galuvao, Executive Assistant to the Director General</p> <p>71. Mr. Rupeni Mario, Project Development Specialist Climate Change Mitigation</p> <p>72. Mr. Salesa Nihmei, Meteorology and Climatology Adviser</p> <p>73. Ms. Sela Simamao, PacWaste Plus Finance and Procurement Officer</p> <p>74. Mr. Semi Qamese, Monitoring and Evaluation Officer, Intra-ACP GCCA+ Pacific Adaptation to Climate Change and Resilience Building (PACRES).</p> <p>75. Ms. Siniva Tuuau-Enosa, Project Accountant</p> <p>76. Ms. Siosinamele Lui, Climate and Ocean Services Program in the Pacific, Climate Traditional Knowledge Officer</p> <p>77. Mr. Tagiilima Enele, Groundsman</p> <p>78. Mr. Tavita Sua, Environmental Information System Developer and Analyst</p> <p>79. Mr. Tile Tofaeono, Climate Prediction Services Coordinator</p> <p>80. Ms. Teuila-Jane Fruean, Climate and Ocean Services Program in the Pacific, Technical & Finance Assistant</p> <p>81. Mr. Vainuupo Jungblut, Protected Areas Officer</p> <p>82. Ms. Veronica Levi, Financial Accountant</p> <p>83. Ms. Vitolina Samu, Project Implementation Support Officer</p> |
|--|--|
-

Annexe II: Discours principal de Mme Peseta Noumea Simi, Directrice générale, ministère des Affaires étrangères et du Commerce du Samoa

Chers Représentants des pays membres du PROE
Chers Membres du corps diplomatique
Monsieur le Directeur général du PROE
Mesdames et Messieurs,

Je vous souhaite, depuis le Samoa, une chaleureuse bienvenue à votre 30^e conférence du PROE. Dans les circonstances actuelles, et à l'instar de nombreuses réunions régionales et mondiales qui se sont tenues d'ici au cours des 18 derniers mois, notre réunion de cette semaine se fera en ligne. Cela ne doit pas pour autant nous empêcher de veiller à ce que nos discussions et nos décisions sur la protection et la gestion des ressources naturelles de notre continent Pacifique bleu restent pertinentes et importantes pour nous tous. Notre engagement à garantir que les priorités et le travail du PROE, ainsi que de toutes nos organisations régionales, demeure essentiel pour répondre aux besoins de notre région et de nos peuples du Pacifique.

Le PROE, au même titre que nos pays respectifs et les organisations du CORP, ont dû s'adapter en conséquence pour assumer les changements et les défis engendrés par la COVID-19, les changements climatiques et autres, sans compromettre son soutien et sa prestation de services à l'égard de nos pays membres.

Le Samoa saluent non seulement le travail entrepris par le Directeur général et le PROE, pour leurs réponses rapides et l'aide apportée à nos pays du Pacifique aux fins de faire face aux incidences de la pandémie de COVID-19, mais également les efforts de nos pays respectifs, ainsi que le soutien généreux de nos partenaires au développement.

La réaffirmation par nos dirigeants, lors du 51^e PIF, quant au fait que les changements climatiques représentent la plus grande menace à laquelle est confronté le Pacifique bleu, a entraîné un réengagement envers les objectifs de l'Accord de Paris et un appel à une action audacieuse, décisive et transformatrice afin de relever les défis liés à ce contexte dans le cadre de la *déclaration de Kainaki II*. Nous ne pouvons pas permettre que la COVID 19 perturbe une action climatique ambitieuse, et notre réunion de cette semaine doit continuer à traiter des engagements que nous avons pris en tant que région dans cette importante déclaration sur les changements climatiques.

Le récent rapport du GIEC, rédigé par les plus grands scientifiques du monde, réaffirme ce message haut et fort. Les changements climatiques affectent toute la planète.

La prochaine COP26 à Glasgow est un autre événement important qui nous permettra de démontrer cette unité en faveur d'une action climatique ambitieuse ; cependant, nous sommes confrontés à de réels défis quant à la possibilité de pouvoir y participer.

Lors de leur réunion, les dirigeants du Forum ont également approuvé la ***Déclaration sur la préservation des zones maritimes face à l'élévation du niveau de la mer liée aux changements climatiques.*** En Océanie, nous continuons à jouer un rôle de premier plan en ce qui concerne les changements climatiques, les océans et de nombreuses questions environnementales. Nous devons poursuivre notre engagement pour une meilleure gestion de

l'environnement dans son ensemble et traiter les nombreux enjeux en suspens qui continuent de dégrader notre environnement.

Alors que nous célébrons le deuxième anniversaire du Centre océanien sur le changement climatique, nous devons nous rappeler que le Centre incarne une aspiration commune de nos dirigeants et de nos gouvernements - il s'agit là d'une occasion stratégique de renforcer les capacités par l'intermédiaire de la connaissance, de la formation, de la mise en réseau et de la recherche afin de garantir des solutions adaptées à la région océanienne pour répondre à nos propres besoins d'adaptation et à nos priorités en matière d'atténuation.

L'ordre du jour complet de la réunion du PROE de cette semaine continue de refléter l'interdépendance complexe de nos initiatives régionales, tout en reconnaissant que les considérations environnementales restent vitales pour instaurer une collaboration régionale et favoriser un développement résilient de nos pays, ainsi que pour garantir la sécurité et le bien-être continus de nos populations. Il est important de prendre part aux divers dialogues régionaux en cours et d'établir des liens avec ces différents acteurs.

Cette réunion étant la dernière du Directeur général du PROE, nous, représentants officiels, souhaitons vous exprimer notre plus grande reconnaissance et gratitude pour le travail que vous avez effectué au cours des six dernières années. Nous sommes tous extrêmement chanceux d'avoir pu travailler à vos côtés, d'avoir bénéficié de vos orientations pour mieux soutenir et encourager les espoirs de développement de nos membres du PROE. Nous vous remercions en particulier pour votre soutien et votre assistance au Samoa sur les nombreuses questions d'importance capitale pour nous et pour la région. Nous vous souhaitons le meilleur pour vos projets futurs.

Je vous souhaite à tous des délibérations fructueuses et efficaces cette semaine. Je déclare à présent la réunion des représentants officiels officiellement ouverte.

Rapport de la Conférence extraordinaire du PROE

15 October 2021
Réunions Virtuelles

Point 1 de l'ordre du jour : Formalités Prière d'ouverture et mot de bienvenue

1. La 30^e Conférence des représentants et représentantes officiel-les du PROE - Ont pris part à cette conférence extraordinaire les pays suivants : Samoa américaines, Australie, Îles Cook, Fidji, France, Polynésie française, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, République des Îles Marshall, Samoa, Îles Salomon, Tokélaou, Royaume-Uni, Vanuatu et Wallis-et-Futuna. Une liste des participants figure en l'Annexe 1
2. Bien que quinze Membres ont assisté à la rencontre, le quorum n'a pas été atteint conformément au règlement intérieur.
3. La conférence a été présidée par les Tokélaou et ouverte par une prière du Secrétariat.

Point 2 de l'ordre du jour : Adoption de l'ordre du jour et des modalités de travail

4. La conférence a discuté de l'ordre du jour provisoire qui propose les heures de travail suggérées relatives à la rencontre.
 5. De plus, la conférence a commencé tardivement le temps que d'autres Membres se joignent à elle afin de déterminer si le nombre de participants était suffisant pour atteindre le quorum. En attendant que le quorum soit atteint, les Îles Cook ont proposé que la conférence ne traite que le point 3.1 de l'ordre du jour et attende que la représentation soit plus complète pour aborder le point 3.2.
 6. Étant donné que le quorum n'a pas été atteint, les Membres sont convenus de continuer sur une base informelle pour discuter du point 3.1
- de l'ordre du jour uniquement, tandis que le point 3.2 a été reporté à une date ultérieure. Le Secrétariat a prodigué des conseils relatifs au processus de validation du compte rendu de cette conférence informelle.
7. Le Secrétariat a proposé que les heures de travail soient ajustées pour convenir au démarrage tardif et aux discussions d'un seul point de l'ordre du jour.

La Conférence :

- 1) **a examiné et approuvé** l'ordre du jour provisoire ;
- 2) **a approuvé** l'horaire de travail.



Point 3.1 de l'ordre du jour : Troisième évaluation indépendante du PROE et évaluation à mi-parcours du Plan stratégique 2017-2026 du PROE et clôture de la conférence

8. La conférence extraordinaire a examiné le rapport et les recommandations de la troisième évaluation indépendante et de l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique 2017-2026 du PROE, ainsi que les réponses du Secrétariat et les réponses ultérieures du consultant Natural Solutions Pacific.
9. Une présentation a été faite par le Dr Russell Howarth au nom de son équipe, Natural Solutions Pacific.
10. La Nouvelle-Zélande a accueilli favorablement l'examen conjoint, prenant note de ses conclusions et comme convenu lors de la 30^e conférence du PROE, elle a également accueilli

favorablement la création d'un groupe de travail chargé d'évaluer et de faire avancer les recommandations de l'examen. La Nouvelle-Zélande a en outre recommandé au PROE d'étudier la manière de doter le groupe de travail des ressources nécessaires à l'examen et à la mise en œuvre des recommandations, en soulignant l'importance de faire du nouveau Directeur général le propriétaire et le moteur de cet examen.

11. La Nouvelle-Zélande propose que le groupe de travail : discute et se mette d'accord sur le mandat du groupe de travail ainsi que sur un calendrier ; identifie les membres et les ressources nécessaires pour soutenir les participants ainsi que la possibilité d'un facilitateur externe ; identifie les réalisations rapides à mettre en œuvre rapidement lorsque le PROE et les Membres acceptent les recommandations telles quelles ; et identifie trois domaines clés sur lesquels le groupe doit travailler en demandant l'approbation des Membres pour les faire progresser.
12. Le Directeur général a également salué le rapport et a noté l'accent mis sur les opportunités. Il a également noté que si le changement est important, il est tout aussi important d'évaluer de manière approfondie ce qui pourrait être changé et comment le faire.
13. Le Directeur général a également souligné que de nombreuses recommandations n'étaient pas justifiées, qu'elles ne faisaient pas l'objet d'une analyse substantielle de leur origine et qu'aucune validation appropriée n'avait été entreprise. Par ailleurs, certaines recommandations étaient incorrectes sur le plan factuel ou se contredisaient entre elles. Dans l'ensemble, il a souligné le manque de compréhension des consultants quant au fonctionnement du Secrétariat.
14. Pour illustrer davantage les points soulignés par le Directeur général, des références spécifiques ont été faites aux recommandations 4, 10, 12, 15, 8 et 2 :
 - La recommandation numéro quatre reconnaît que le Centre océanien sur

les changements climatiques a été établi pour être une ressource partagée qui intègre des travaux clés importants pour faire face aux changements climatiques, une priorité des gouvernements des îles du Pacifique. Il n'a pas été créé pour devenir une entité juridique distincte, dont l'établissement nécessiterait en soi beaucoup de travail et de fonds.

- La recommandation numéro 10 n'a pas saisi l'idée de la création du Conseil exécutif et la raison d'être du système actuel, et le fait que la tenue de 2 à 3 conférences par an nécessiterait un travail préparatoire important de la part du personnel, sans compter qu'une présidence indépendante proposée diminuerait le travail du Directeur général. Il a également souligné qu'aucune autre agence du CORP n'a mis en place un tel processus.
- La recommandation numéro 12 relative à la création d'une nouvelle division technique pour les projets créerait des silos au sein du Secrétariat. Le Directeur général précise que la politique et le travail par projet sont intégrés. La politique informe le travail et les projets aident à mettre en œuvre la politique et ils sont complémentaires.
- La recommandation numéro 15 propose un président indépendant avec pour rôle de superviser le Directeur général dans ses prises de décisions quotidiennes. Le Directeur général s'est dit préoccupé par la réduction du rôle du Directeur général et a souligné que le président du Comité d'audit n'a pas pour fonction d'évaluer les performances des cadres supérieurs.
- Le Directeur général a souligné que recommandation numéro huit était inexacte et concernait une action qui est déjà en place. Il a noté en outre que cela aurait pu être abordé s'il y avait eu une discussion plus tôt avec le Secrétariat.

- La recommandation numéro deux aurait pu être corrigée, et les faits auraient pu être vérifiés. Les mécanismes stratégiques recommandés pour l'intégration des programmes sont déjà en cours de mise en œuvre.
15. Le Directeur général conclut en notant qu'il ne s'agit là que de quelques-unes des réponses du Secrétariat aux rapports conjoints.
 16. La République des Îles Marshall a pris note des recommandations du rapport conjoint ainsi que de la réponse du Directeur général aux recommandations, et a indiqué qu'elle était d'accord avec le Directeur général.
 17. En réponse à une demande de la République des Îles Marshall qui a indiqué qu'elle souhaitait entendre à nouveau le NSP, le Secrétariat a précisé que le NSP avait quitté la conférence et qu'il avait terminé sa tâche et ne reviendrait pas pour répondre aux questions relatives à la conférence.
 18. Le Secrétariat a confirmé que le mandat du groupe de travail sera achevé avant la fin de cette année en réponse à une demande de la Nouvelle-Zélande concernant les délais du mandat, demandant qu'il soit en place avant la fin de cette année civile.
 19. L' Australie, soutenue par la République des Îles Marshall, a demandé que la première conférence soit convoquée au cours du premier trimestre de 2022.
 20. L' Australie a en outre précisé son point de vue selon lequel, une fois que le NSP aura soumis son rapport final, ce processus sera dirigé par les Membres avec le Secrétariat et il ne sera plus nécessaire de s'engager avec les consultants après cela.
 21. L'Australie, les Îles Cook, la Nouvelle-Zélande, la République des Îles Marshall et le Samoa se sont portés volontaires pour faire partie du groupe de travail. Le Président a également relevé que ce

groupe de travail est ouvert à d'autres Membres.

La Conférence :

- 1) **a pris note de** la mise à jour et du retour d'information du Secrétariat sur la troisième évaluation indépendante et l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique 2017-2026 du PROE ;
 - 2) **a pris note** de la présentation du consultant sur les examens conjoints qui comprend la méthodologie, le contexte et les consultations ; et
 - 3) **a examiné** le rapport complet de la troisième évaluation indépendante et de l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique 2017-2026 du PROE, ainsi que les recommandations.
22. Celles-ci ont été approuvées par la Nouvelle-Zélande et soutenues par l'Australie.
 23. De nouvelles recommandations ont été présentées sur la base des discussions de la conférence extraordinaire du PROE.

La Conférence :

- 1) **a noté** que le groupe de travail sera composé de l'Australie, des Îles Cook, de la Nouvelle-Zélande, de la République des Îles Marshall, de Samoa et d'autres Membres qui pourraient souhaiter se porter volontaires en informant le Secrétariat avant la fin de 2021 ;
 - 2) **a relevé** que le Secrétariat élaborera un projet de mandat qui sera communiqué aux Membres avant la fin de 2021.
 - 3) est **convenue de** ce que le groupe de travail se réunirait au cours du premier trimestre de 2022 pour examiner le calendrier et les ressources, notamment envisager le recrutement d'un facilitateur externe et identifier trois domaines d'intervention clés à soumettre à l'approbation des Membres.
24. Aucune objection n'a été enregistrée au sujet de ces recommandations.

Point 3.2 de l'ordre du jour : Évaluation de la rémunération du personnel : Conditions générales

25. Le Directeur général demande à l'assemblée des conseils relatifs à la démarche à suivre quant au point 3.2 de l'ordre du jour.
26. La Nouvelle-Zélande a proposé une augmentation unique de 2,5 % des salaires du personnel et que le reste des recommandations relatives à la révision des rémunérations soit examiné parallèlement au processus d'évaluation conjointe ICR-MTR.
27. La Nouvelle-Zélande a en outre demandé au Secrétariat de soumettre aux Membres une proposition d'augmentation générale ponctuelle des salaires de 2,5 % à mettre en œuvre dès que possible, y compris la manière dont elle sera financée.
28. Les Îles Cook quant à elles, ont soutenu l'approche proposée par la Nouvelle-Zélande, notant qu'elles ne sont actuellement pas en mesure de discuter des échelles salariales proposées pour 2022, mais qu'elles aimeraient reconnaître le travail du Secrétariat qui n'a pas eu d'augmentation salariale depuis un certain nombre d'années.
29. Les Îles Cook ont également souligné que de nombreuses autres discussions sont en cours, telles que l'examen de l'architecture régionale, qui alimenteront les propositions du Secrétariat. Elles ont également noté que ces discussions nécessitaient l'avis de l'ensemble des Membres.
30. La République des Îles Marshall soutient la proposition de la Nouvelle-Zélande et propose en outre que l'augmentation salariale de 2,5 % soit appliquée immédiatement.
31. L'Australie a également appuyé la proposition des Îles Cook et de la Nouvelle-Zélande, notant qu'elle est consciente que le personnel du PROE n'a pas eu d'augmentation de salaire depuis des années, ce qui le place derrière les autres agences du CORP, et a demandé au Secrétariat de fournir des détails supplémentaires sur le financement de l'augmentation de salaire.
32. La France a demandé des éclaircissements afin de savoir si l'augmentation de salaire commencera en 2022 et si elle concernait l'ensemble du personnel. La France a en outre noté que, étant donné que cette augmentation n'était pas prévue pour le budget 2022, elle a donc demandé au Secrétariat de diffuser une proposition par écrit sur le financement de l'augmentation proposée, à examiner par les Membres après cette conférence. Cette demande a été soutenue par l'Australie et la Nouvelle-Zélande.
33. Le Directeur général confirme que l'augmentation concerne l'ensemble du personnel du PROE et note que des fonds sont prévus dans le budget 2022 approuvé pour permettre une augmentation salariale provisoire de 2,5 %.
34. La France a relevé qu'il y a d'autres éléments à examiner et à discuter plus en détail à la fois dans le groupe de travail et dans une conférence plénière, demandant que cela soit discuté plus avant au premier trimestre de l'année prochaine, avec la participation la plus large possible pour discuter de toutes les questions que les Membres peuvent avoir. Cette proposition a été soutenue par les Îles Cook.
35. L'Australie a précisé que la proposition d'une augmentation provisoire de 2,5 % ne doit pas être approuvée lors de cette conférence, mais doit être discutée plus avant et en détail, et souhaite que le Secrétariat présente des recommandations pour aider à y parvenir.

36. La République des Îles Marshall a demandé que soit présentée une proposition d'augmentation provisoire des salaires de 2,5 % en reconnaissance du personnel du PROE, en particulier au vu des situations difficiles liées aux impacts de la COVID-19.

La Conférence :

- 1) **a demandé** au Secrétariat de soumettre aux Membres une proposition d'augmentation salariale générale ponctuelle de 2,5 % en proposant qu'elle soit mise en œuvre dès que possible, y compris la manière dont elle sera financée; et
- 2) **est convenue** de ce que le reste de la révision des rémunérations sera examiné en même temps que la troisième évaluation indépendante et l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique.

37. Aucune objection n'a été enregistrée au sujet de ces recommandations.

38. Au sujet de la voie à suivre et compte tenu de l'absence de quorum, le Secrétariat a fourni des conseils juridiques et a précisé que les recommandations de la conférence extraordinaire peuvent être reconnues comme des projets/propositions de recommandations à partager pour obtenir les réactions de tous les Membres, en particulier des 11 membres qui n'étaient pas présents à la conférence. Si un consensus se dégage, cela signifierait alors une ratification ou une validation des projets/propositions de recommandations qui deviendraient donc des décisions effectives de la Conférence du PROE.

39. Les Îles Cook ont demandé des éclaircissements sur le fait de savoir si

le règlement intérieur spécifie un processus à suivre, tel qu'une décision hors session ou une autre conférence pour rechercher un consensus en particulier en ce qui concerne la recommandation de proposer une augmentation de salaire unique de 2,5 %. Le Secrétariat a précisé que le règlement intérieur ne prévoyait pas un tel processus, mais que pour valider les discussions en cours, la conférence devait atteindre un quorum ainsi que parvenir à un consensus. Ceci ne pouvait être réalisé qu'en contactant les 11 Membres qui n'étaient pas présents et en obtenant leur approbation du compte rendu de la conférence.

40. La France pose la question de savoir si la proposition d'augmentation de salaire de 2,5 % sera envoyée à tous les membres du PROE, ou seulement aux 11 membres absents de la conférence, ce à quoi le Directeur général confirme qu'elle sera envoyée à tous les Membres pour validation ultérieure.

41. La République des Îles Marshall a demandé au Secrétariat d'explorer une autre plateforme à utiliser, autre que la plateforme virtuelle actuelle, afin d'éviter les problèmes techniques à l'avenir.

42. Le Directeur général a exprimé sa gratitude à tous les Membres pour leur patience et leur persévérance face aux défis techniques et a exprimé sa reconnaissance au nom du Secrétariat.

43. Les Tokélaou, Président de la Conférence, ont présenté leurs excuses pour le retard et ont remercié tout le monde d'avoir pris part à la réunion.

La conférence est levée à 17 heures, heure de Samoa.

Annexe I(b): Liste des participants

AMERICAN SAMOA

1. Mr. Ioane Tomanogi
AS-EPA Air and Land Division Head
American Samoa Environmental
Protection Agency
E: ioane.tomanogi@epa.as.gov
T: +684-633-2304
2. Jewel Tuiasosopo
IT contact
E: jewel.tuiasosopo@epa.as.gov

AUSTRALIA

3. Kirsty McNichol
Director, Pacific Climate Change Section
Department of Foreign Affairs and Trade,
Australia
E: kirsty.mcnichol@dfat.gov.au
T: +61 6178 5011 / +61 447 301 550
4. Dr Andrew Chek
A/g Director, Pacific Engagement Section
Department of Agriculture, Water and the
Environment, Australia
E: andrew.chek@environment.gov.au
T: +61 6274 1108 / +61 432 946 206
5. Anthony Liew
Assistant Director, Pacific Climate Change
Section
Department of Foreign Affairs and Trade,
Australia
E: anthony.liew@dfat.gov.au
T: +61 6178 4293
6. Natasha Verma
E: natasha.verma@dfat.gov.au

COOK ISLANDS

7. Mr. Jim Armistead
High Commissioner – Designate to Fiji
Ministry of Foreign Affairs & Immigration
Suva, Fiji
T: +679 331 0676
E: jim.armistead@cookislands.gov.ck

8. Mr. Ewan Cameron
Foreign Service Officer
Ministry of Foreign Affairs and Immigration
T: +682 29347
E: ewan.cameron@cookislands.gov.ck

FIJI

9. Ms. Sandeep K. Singh
Director
Ministry of Environment
E : singhsk@govnet.gov.fj
T : +679 3311699

10. Senivasa Waqairamasi
Principal Environment Officer
Ministry of Waterways and Environment
E : senivasa.waqairamasi@govnet.gov.fj

11. Rajeshni Lata
IT Focal Point
E : rajeshni.lata@govnet.gov.fj

FRANCE

12. Mr. Luc Asselin de WILLIENCOURT
Représentant permanent adjoint auprès
du PROE
Centre de l'IRD 101, promenade Roger-
Laroque
98800 Nouméa NOUVELLE-CALEDONIE
E : luc.willienccourt@diplomatie.gouv.fr
T : +687 787832

FRENCH POLYNESIA

13. Mr. Engel Raygadas
Deputy Permanent Secretary for
International, European & Pacific Affairs
T: +689 40472264
E: Engel.RAYGADAS@presidence.pf

NEW CALEDONIA

14. Ms. Ilaisaane Lauouvea
Senior advisor –Multilateral Relations
Regional cooperation and External
relations department (SCRRE).
3 rue Paul Doumer, Centre-Ville
NOUMEA, Nouvelle-Calédonie
T: +687 50 56 26
E: ilaisaane.lauouvea@gouv.nc

15. Ms. Manina Tehei
Senior Advisor to the member of
Government in charge of Environment
Cabinet de M. Joseph MANAUTE
8 route des Artifices
T: +687 76 38 91
E: manina.tehei@gouv.nc

16. Mr. Charles Wea
Senior Advisor to the President of the
Government of New Caledonia
8 route des Artifices
T: ++687 4 56 36
E: charles.wea@gouv.nc

17. Mr. Jean-Christophe Chantreaux
E: jean-christophe.chantreaux@gouv.nc
T: +687 76 39 74
IT Focal Point

NEW ZEALAND

18. Ms. Adele Plummer
Unit Manager
Climate Change and Environment,
Development People and Planet Division,
Pacific and Development Group
New Zealand Ministry of Foreign Affairs
and Trade
E: adele.plummer@mfat.govt.nz
T: +64 21 195 1779

SAMOA

19. Ms. Peseta Noumea
Chief Executive Officer
Ministry of Foreign Affairs and Trade
E: noumea@mfat.gov.ws

20. Ms. Lealaisalanoa Frances Reupena
Chief Executive Officer
Ministry of Natural Resources and
Environment
E: fran.reupena@mnre.gov.ws

21. Ms. Desna Solofa
Assistant Chief Executive Officer,
Regional Relations
Ministry of Foreign Affairs and Trade
E: desna@mfat.gov.ws

22. Ms. Dorothy Anetone
Senior Foreign Service Officer – Regional
Relations
Ministry of Foreign Affairs and Trade
E: dorothy.anetone@mfat.gov.ws

23. Ms. Grace Faaiuga
Foreign Service Officer – Regional
Relations
Ministry of Foreign Affairs and Trade
E: grace@mfat.gov.ws

SOLOMON ISLANDS

24. Mr. Chanel Iroi
Deputy Secretary Technical
Ministry of Environment, Climate Change,
Disaster Management & Meteorology
Honiara, Solomon Islands
T: +677 20331
E: c.iroi@met.gov.sb

TOKELAU

25. Mr. Mika Perez
Director
Department of Economic Development,
Natural Resources and Environment
Tokelau Government
E: mika.perez@tokelau.org.nz

26. Ms. Ake Puka-Mauga
Senior Policy Adviser
Office of the Council for the Ongoing
Government of Tokelau
Apia, Samoa
E: ake.puka-mauga@tokelau.org.nz
mitimiti.ngau-chun@tokelau.org.nz

VANUATU

27. Ms. Esline Garaebiti
Director General
Vanuatu Ministry of Climate Change
E : gesline@vanuatu.gov.vu

28. Ms. Donna Kalfatak
Director
Vanuatu Department of Environmental
Protection and Conservation
E : dkalfatak@vanuatu.gov.vu

WALLIS AND FUTUNA

29. Madame Nivaleta ILOAI,
Présidente de l'Assemblée Territoriale des
îles Wallis and Futuna
E: nivaleta.iloai@assembleeterritoriale.wf

30. Caroline BRIAL
Chargée de mission Coopération
Régionale
Service de la Coordination des Politiques
Publiques et du Développement
Administration Supérieure des îles Wallis et
Futuna
E: caroline.brial@wallis-et-futuna.pref.gouv.fr
31. Monsieur Aymerick KOLOKILAGI,
Chargé de mission de l'Assemblée
territoriale and official IT contact
E: aymerick.kolokilagi@assembleeterritoriale.wf
32. Monsieur Hervé JONATHAN
Préfet, Administrateur supérieur, Chef du
Territoire des îles Wallis and Futuna as
the lead official
E: herve.jonathan@wallis-et-futuna.pref.gouv.fr
33. Madame Mireille LAUFILITOGA,
Présidente de la Commission Permanente
et Intégration Regionale

INDEPENDENT REVIEW TEAM

Natural Solutions Pacific

34. Dr. Russel Howorth
Project Director
E: matadrevula@gmail.com
35. Ms. Nicola Thomson
Project Manager
& Lead - Mid-Term Review of Strategic
Plan
E: naturalsolutionspacific@gmail.com
36. Ms. Teresa Manarangi-Trott
Lead – Consultations
E: tmtrott@gmail.com

SPREP SECRETARIAT

84. Mr. Kosi Latu - kosil@sprep.org
Director General
85. Ms. Easter Chu Shing -
easterc@sprep.org Deputy Director
General, Governance & Operations
86. Mr. Stuart Chape - stuartc@sprep.org
Acting Deputy Director General, Strategic
Policy and Technical Programmes and
Director, Island and Ocean Ecosystems

87. Ms. Tagaloa Cooper –
tagaloac@sprep.org
Director, Climate Change Resilience
88. Mr. Anthony Talouli, Acting Director Waste
Management and Pollution Control
anthonyt@sprep.org
89. Mr. Jope Davetanivalu, Environmental
Planning Adviser, Acting Director
Environmental Monitoring and
Governance joped@sprep.org
90. Ms. Simeamativa L. Vaai -
simeamativav@sprep.org
Director, Human Resources
91. Ms. Petra Chan Tung – petrac@sprep.org
Director, Finance and Administration
92. Mr. Clark Peteru - clarkp@sprep.org
Legal Counsel
93. Ms. Nanette Woonton -
nanettew@sprep.org Acting
Communications and Outreach Adviser/
Media and Public Relations Officer –
(SPREP Meeting Chief Rapporteur)
94. Ms. Apiseta Eti – apiseta@sprep.org
Executive Assistant to the Deputy Director
General, Strategic Planning Coordination
and Project Coordination and Information
Services - (SPREP Meeting Chief
Secretary)
95. Mr. Ainsof Soo, Systems Developer and
Analyst
96. Mr. Alvin Sen, Project Accountant
97. Ms. Amanda Wheatley, Biodiversity
Adviser
98. Ms. Anastacia Amoa-Stowers, Multilateral
Environmental Agreements (MEAs)
Coordinator
99. Ms. Angelica Salele-Sefo, Outreach
Support Officer
100. Ms. Atitoafaiga Tau, Finance Officer
101. Ms. Audrey Brown-Pereira, Executive
Officer
102. Ms. Azarel Mariner-Mai, Climate and
Ocean Services Program in the Pacific
Capacity Development Officer
103. Mr. Billy Chan Ting, Web Applications
Developer Specialist
104. Mr. Bradley Myer, Project Manager,
Regional Invasive Species Project
105. Mr. Bradley Nolan, Project Manager,
PacWaste Plus Project
106. Mr. Charlie Reed, IT Support Officer
107. Mr. Christian Slaven, IT Manager
108. Ms. Crystal Schwenke, PacWaste Plus
Technical and Administration Officer
109. Ms. Davina Bartley-Tiitii, Waste
Management and Pollution Control
Programme Assistant
110. Ms. Dannicah Chan, Finance Officer
111. Mr. David Moverley, Invasive Species
Adviser

-
- | | |
|---|---|
| 112. Mr. Dominic Sadler, Invasive Species Coordinator | 139. Ms. Monica Tupai, Human Resources Assistant |
| 113. Ms. Emma Arasi-Sua, Knowledge Management Officer | 140. Ms. Na'oafioga Feu'u, Finance Officer |
| 114. Mr. Epeli Tagi, IT Network & Systems Support Engineer | 141. Mr. Niraj Kumar, Internal Auditor |
| 115. Mr. Faamanatu Sititi, Driver/Clerk | 142. Mr. Nitish Narayan, PacWaste Plus Communications Officer |
| 116. Ms. Faasipa Lemalu, Environmental Monitoring and Governance, Programme Assistant | 143. Ms. Ofa Kaisamy, PCCC Manager |
| 117. Ms. Filomena Nelson, Climate Change Adaptation Adviser | 144. Mr. Patrick Pringle, Climate Analytics Consultant (On Secondment from Climate Analytics) |
| 118. Ms. Flavia Vaai, Multilateral Environmental Agreements (MEAs) Support Officer | 145. Mr. Paul Anderson, Inform Project Manager |
| 119. Ms. Foinijancey Fesolai, Climate Change Resilience Programme Assistant | 146. Dr. Peter Davies, Coastal and Marine Ecosystems Adviser |
| 120. Dr. Gregory Barbara, Environmental Assessment and Planning Officer | 147. Dr. Peter McDonald, Environmental Monitoring and Reporting Specialist |
| 121. Ms. Hetta Fuimaono, Finance Officer | 148. Mr. Philip Malsale, Climate and Ocean Services Program in the Pacific Climatology Officer |
| 122. Ms. Isabell Rasch, Access and Benefit Sharing Technical and Finance Assistant | 149. Ms. Rachel Levi, Accountant |
| 123. Mr. Joseph Pisi, Invasive Species PRISMSS Associate | 150. Mr. Rahul Chand, Access and Benefit Sharing Capacity Building Officer |
| 124. Mr. Joshua Sam, Hazardous Waste Management Adviser | 151. Mr. Raymond Schuster |
| 125. Ms. Juney Ward, Ecosystem & Biodiversity Officer | 152. Ms. Rebecca Polestico, Monitoring and Evaluation Adviser |
| 126. Mr. Kilom Ishiguro, SPREP Technical Expert (Water Sector) – Marshall Islands | 153. Ms. Rosanna Galuvao, Executive Assistant to the Director General |
| 127. Ms. Karen Baird, Threatened and Migratory Species Adviser | 154. Mr. Rupeni Mario, Project Development Specialist Climate Change Mitigation |
| 128. Ms. Lagi Reupena, Inform Project Environmental Data Officer | 155. Mr. Salesa Nihmei, Meteorology and Climatology Adviser |
| 129. Ms. Laura Fepuleai, Finance and Administration Officer, Intra-ACP GCCA+ Pacific Adaptation to Climate Change and Resilience Building (PACRES). | 156. Ms. Sela Simamao, PacWaste Plus Finance and Procurement Officer |
| 130. Ms. Leanne Moananu, Communications Support Officer | 157. Mr. Semi Qamese, Monitoring and Evaluation Officer, Intra-ACP GCCA+ Pacific Adaptation to Climate Change and Resilience Building (PACRES). |
| 131. Ms. Luana Jamieson, Senior Human Resources Officer | 158. Ms. Siniva Tuuau-Enosa, Project Accountant |
| 132. Ms. Lupe Silulu, Records and Archives Officer | 159. Ms. Siosinamele Lui, Climate and Ocean Services Program in the Pacific, Climate Traditional Knowledge Officer |
| 133. Ms. Makerita Atiga, Island and Ocean Ecosystems Programme Assistant | 160. Mr. Tagiilima Enele, Groundsman |
| 134. Ms. Maraia Slade-Pogi, Procurement Officer | 161. Mr. Tavita Sua, Environmental Information System Developer and Analyst |
| 135. Ms. Marion Tuipulotu-Chan Chui, Human Resources Officer | 162. Mr. Tile Tofaeono, Climate Prediction Services Coordinator |
| 136. Dr. Martin Sharp, Project Manager, Intra-ACP GCCA+ Pacific Adaptation to Climate Change and Resilience Building (PACRES). | 163. Ms. Teuila-Jane Fruean, Climate and Ocean Services Program in the Pacific, Technical & Finance Assistant |
| 137. Dr. Melanie King, Manager, Project Coordination Unit | 164. Mr. Vainuupo Jungblut, Protected Areas Officer |
| 138. Ms. Miraneta Williams-Hazelman, Knowledge Manager | 165. Ms. Veronica Levi, Financial Accountant |
| | 166. Ms. Vitolina Samu, Project Implementation Support Officer |
-